

la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

Classes et lutte de classe

Le thème choisi pour la première série des Numéros spéciaux de *La somme et le reste* (1) est bien, comme annoncé, une « intervention dans les champs du social et du politique » Il suffit pour s'en persuader de comptabiliser les prises de position niant l'existence des classes et la réalité d'une lutte de classe empruntant, aujourd'hui, des voies modernes.

Dans ce numéro de *La somme et le reste*, le débat, engagé dans le numéro précédent par Jean Magniadas, continue. **J.-P. Lefebvre** expose son point de vue : « Chaque service, chaque fraction intellectuelle de l'effort du travailleur collectif est aussi une marchandise et son producteur un prolétaire (...) Il faut donc renverser le propos : en matière d'appartenance de classe, ce qui est essentiel, c'est la fabrication de plus-value... »

Jacques Guigou, vivement réplique : « Le texte de J.-P. Lefebvre est une façon de sauver la catégorie de prolétariat à partir d'une analyse des transformations du capital. (...) La critique de la notion de classe moyenne ne peut donc se faire, pour J.-P. Lefebvre, que par référence à la plus-value et celui-ci de se livrer à un exercice funambulesque sur la détermination de ce qui est vraiment productif... »

Arnaud Spire, développe, en faisant retour lui aussi, longuement, au point de départ : le No A.1 et le texte d'Henri Lefebvre. « ...l'ensemble du salariat est confronté à la soif de profit de la bourgeoisie et doit lutter pour que sa part de plus-value consacrée à leur salaire soit la plus conséquente possible, d'où la nécessité pour les employés, les techniciens et les cadres, mais aussi pour les autres professions salariées (enseignants, personnels de santé, travailleurs de la culture, etc.) de s'allier à la classe ouvrière (...) Mais ces couches sociales n'autorisent pas à considérer que le salariat dans son ensemble pourrait prendre la place du rôle spécifique joué par la classe ouvrière dans la transformation sociale. »

(1) Voir les numéros A.1 et A.2 de *La somme et le reste* que l'on peut télécharger sur le site suivant : WWW.Espaces-Marx.eu.org/SomReste

Sommaire

- J.-P. Lefebvre : Mais où est donc passé ce prolétariat ?	1
- Jacques Guigou : Temps critiques	11
- Philippe Zarifian : Critique	12
- Arnaud Spire : À propos de la lutte de classe, deux horizons inconciliables	13
- J.-P. Lefebvre : Où es-tu passé, prolétariat ? (suite)	22

Revue éditée par l'Association
La Somme et le Reste.
Avec la participation d'Éspaces Marx
Diffusée par courrier électronique

64, Bd Auguste Blanqui
750 13 Paris

Tél. : 01 60 02 16 38

E mail : Pensee lefebvre@aol.com

Site Internet : www.Espaces-Marx.eu.org/SomReste

Abonnement : versement unique de
20,00 Euros. Chèque à l'ordre de :
« Association la somme et le reste »

Président de l' « Association la somme et le reste » : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beaurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihr Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Luft Eulina Pacheco (Brésil), Magniadas Jean (F), Martins José de Souza (Brésil), Matamoros Fernando (Mex.), Montferran Jean-Paul (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marília Pontes (Brésil), Tosal André (F).



JEAN-PIERRE LEFEBVRE

Mais où est donc passé ce prolétariat ?

Armand Ajzenberg a été bien inspiré d'exhumer des textes du philosophe qui traitaient en 1963 des classes sociales (*La somme et le reste* n° spécial A.1). On y retrouve la même foisonnante richesse, la même imagination théorique jointes à l'extrême souci de coller au terrain en y repérant " ce qui naît et se développe ".

Un tel rappel n'est pas inutile pour qui veut refonder l'approche issue des beaux jours de mai 68, l'autogestion comme essentiel principe révolutionnant. Dans un exposé historique, documenté et passionnant, souvent précieusement autobiographique, Armand Ajzenberg évoque l'épisode méconnu de la lutte acharnée de l'appareil marchaisien pour éradiquer du mouvement social toute trace de la thèse autogestionnaire, dangereusement anarchiste pour l'apôtre du stalinisme globalement positif ! Évocation pertinente quand les tentatives sympathiques de Marie Georges Buffet et de son entourage de s'ouvrir à la société civile, de rompre avec la langue de bois, de saupoudrer sa politique de quelque hommage à la participation de base, si elles ont permis de bloquer un moment l'asphyxie par le courant trotskiste, risquent de rester tentatives pieuses tant que n'aura pas été mis en long et douloureux chantier l'examen systématique des extraordinaires liquidations de l'époque Marchais, ultime et fatale glaciation, entêtement monstrueusement ubuesque et paléontologique, contre toute évidence, après la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, le vieux Mao, le Cambodge, Cuba, à ne rien apprendre et rien abandonner des mythes de la gonflette pro-

létarienne et du socialisme étatisé, encaserné qui, en trente ans, ont fait chuter l'influence de 21 à 3 % !

Ce n'est pas aigreur que d'y insister car, quand le centenaire de l'Humanité semble chercher l'union selon des paroles de Trenchet : " J'ai des relations mondaines, j'ai des relations ", dans un machiavélisme banlieusard qui occupe les médias d'un Chirac soucieux de contrebalancer le PS. Plutôt que la critique enfin théorique et exhaustive de soixante dix années d'épouvantable archaïsme débilisant, on réduit - il faut le faire ! - la critique de Staline à son affirmation de la " différence " communiste ! Quelle confusion quand le seul reproche à lui faire c'est d'être né, qui plus est paranoïaque et fou furieux, d'avoir, peut-être ancien agent de l'Okhrana, zigouillé tous les léninistes, en détournant leur tentative utopique désespérée dans une contre-révolution bureaucratique, une restauration d'un néo-tsarisme encore plus sanglant et obscurantiste et une liquidation catéchiste du corpus marxiste.

Comment espérer redonner un rôle historique révolutionnaire contemporain au parti marxiste en exhortant ses troupes au conformisme le plus plat ? " Etre comme les autres ", " se noyer dans la grisaille moyenne ", est le nouveau credo, tendre à être aussi consommateurs, prosélytes de C'est mon choix, des télé-réalités et de TF1, opportunistes, pleutres, aliénés, voire corrompus que les petits copains, les petits coquins des autres formations réformistes voire réactionnaires ! Rassurez-vous, classes politiques et donnez nous notre pub quotidienne, nous sommes redevenus des moutons ! Quand jamais il n'a été plus urgent de se constituer en avant-garde comme y exhortait Henri Lefebvre dans les années 80, de créer une phalange contestataire, ardente, rationnelle, éclairée, qui ose proposer une nouvelle analyse du chaos mondialisé et de nouveaux leaders charismatiques à l'appétit de changement de sa jeunesse, à son ras-le-bol des bureaucraties politiciennes, des potentats spécialistes de la réélection chaque six ans à coup de promesses tribunitiennes qui enfoncent la France dans ses apories d'une alternance à l'autre ! Une élite philosophique matérialiste qui fasse



de sa critique des idéologies défaits et d'une praxis audacieuse l'exemple pour une génération qui instille partout une démocratie participative réelle plutôt que son ersatz frelaté, comme levier puissant à la transformation sociale attendue par les 85 % de salariés qui composent l'essentiel de la population active de ce pays en fabriquant sa richesse. Une phalange consciente de sa différence et de son intelligence du réel qui dénoncerait l'archaïsme du système économique de droit divin où le démocratism s'est arrêté en 1789 aux portes de l'entreprise, comme la bureaucratie proliférante qui assoupit la nation des droits de l'homme dans une moisissure centralisée, alimentée des jérémiades des corporatismes désuets sur " les moyens " indéfiniment multipliables comme les petits pains du Jésus.

Par exemple, au moment où la référence obligée au nazi Heidegger et à son ésotérisme manipulateur et régressif continue de polluer l'univers intellectuel, jusqu'aux pages idées de l'Humanité, comment ne pas se réapproprier Henri Lefebvre caractérisant la pensée de classe du bourgeois par l'application à soi-même de la division du travail, de la séparation, de la ségrégation conceptuelle, à tel point " qu'il n'est plus une totalité conçue, concevable, et consciente ", " qu'il se juge trop complexe pour se juger ", " faute de concevoir son appartenance à la classe et à la société de classe, à travers sa classe, il se dissout en tant qu'être, son psychisme est aussi l'histoire de cette dissolution dans l'insaisissable qui passe pour mystère et abîme ". Pour se saisir " l'âme bourgeoise a de plus en plus besoin d'une métaphysique (d'une ontologie) qui lui désigne son être spéculatif ".

Il n'est pas inutile de replacer les analyses de HL sur la composition de la classe ouvrière dans le contexte de 1963, doublement marqué :

1/ Par l'état du développement des forces productives où la part de l'idéation n'avait pas encore pris toute l'importance "révolutionnante " moderne, le travail manuel des ouvriers était encore largement prépondérant dans la production matérielle du taylorisme dominant (symbolisée dans la production automobile qui allait jouer cinq ans plus tard le rôle que l'on sait à Cléon et Billancourt).

2/ Cause et effet, la conscience de classe liée à cette structure était encore largement dominée en France et en Italie tout au moins, par un parti communiste influent qui tenait en main le syndicat le plus important et diffusait largement encore les scories du stalinisme, fondée sur l'erreur initiale de Marx touchant à l'illusion d'un rôle messianique de la classe ouvrière dans la téléologie mécaniciste d'un inéluctable renversement du système de classe dans une parousie communiste. La définition stalinienne étroite de cette classe ouvrière, à la limite s'apparentait à un racisme suivant lequel qui n'avait pas de cale aux mains était un révolutionnaire suspect, celui qui en était muni pouvant se dispenser par contre de maîtriser la culture qu'elle soit sensible ou gestionnaire, et se livrer à l'étude théorique des BD de Zorro sur la plage de Sochi quand on était secrétaire général puisque " l'Équipe " n'y était pas distribuée (documentaire sur les communistes d'Arte) ! sans exclure une petite faiblesse dans ce béton dogmatique pour la technocratie. Ce qui explique une large part des insuccès majeurs des pays socialistes et des PC de l'ouest, l'efficacité économique ou politique supposant la maîtrise des processus intellectuels plutôt que l'inverse.

Marx pourtant avait dans une extraordinaire intuition éclairé le problème en précisant dans un texte " un travailleur collectif ", base du prolétariat et de l'apparition de plus-value, qui comprenait en son sein à la fois les tâches intellectuelles d'idéation et matérielles d'effectuation ! Les émules de Thorez ont vite fait de qualifier les exégètes de ce texte de " révisionnistes ". Henri Lefebvre n'a jamais cessé de vouloir parler au peuple communiste dont il était issu, comme en témoigne, en dépit de son aura intellectuelle et de son influence à gauche de la gauche, son retour des années quatre vingt vers l'orthodoxie, sans doute par réalisme : il fallait essayer de parler aux salariés là où ils étaient politisés et donc se colorer d'irrédentisme prolétarien. En 1963, Thorez venait seulement de disparaître et HL range encore les salariés intellectuels, " fabricants de services " dans les classes moyennes, reprenant en cela les critères de l'INSEE bourgeois, ce qui ne peut constituer en soi un brevet de rigueur doctrinale révolutionnaire. 40 ans plus tard, avec la



virtualisation croissante de l'économie et de la consommation, bien plutôt une aberration majeure.

La classe a pour fondement le rôle de ses membres dans le système de production, leur position dans les rapports d'exploitation, en dehors de toute autre considération. Le prolétaire vend sa force de travail pour produire des marchandises dont une part de la valeur lui est volée par le capitaliste, propriétaire des moyens de production qui lui achète sa force de travail pour l'exploiter en lui cédant juste de quoi la reproduire. Ce mécanisme n'implique pas l'obligation d'un caractère matériel pour la marchandise ou l'utilisation exclusive de l'effort et de l'habileté des mains pour sa production. La marchandise est selon Marx d'abord l'expression d'un rapport de classe, c'est-à-dire une abstraction, toutefois opérative au sein de la praxis. On peut évoquer l'exemple de l'atome que nul n'a jamais vu de ses yeux mais dont personne ne met l'existence en doute car cette hypothèse, approfondissant les données de l'expérimentation, colle assez bien avec les synthèses de l'industrie chimique comme avec les explosions atomiques, très vérifiables celles-là ! Toute marchandise " pondérable " intègre indissociablement une part d'élaboration et une part de fabrication. Rien n'empêche qu'une idéation puisse donc identifier également le contenu d'une marchandise où la fraction pondérable deviendrait asymptotique. La division du travail sépare de plus en plus les tâches d'idéation, virtuelles, et d'exécution, matérielles, remplaçant de plus en plus ces dernières par des processus automatisés grâce à une idéation préalable poussée très loin.

Dessin industriel, logiciel informatique, design publicitaire, mode opératoire industriel, comptabilité, courrier commercial, feuilletons télévisés avec toutes les prestations intellectuelles parcellaires qui entrent dans leur fabrication, scénarios, montages, son, partitions de pop, etc. sont autant de marchandises puisées placées sur le marché, elles subissent la loi de l'offre et de la demande et recourent à l'exploitation de salariés pour être produites, vendues, achetées, in fine consommées ou amorties selon valeur d'usage et valeur d'échange. Il n'est pas jusqu'à la " sortie d'une affaire " sur le marché,

par exemple le processus complexe de maturation d'un achat-vente massif ou d'un aménagement urbain, qui ajoute parfois de façon décisive à la valeur finale du produit marchand et est donc un " service-marchandise ", sans poids ni photographie, de nature virtuelle, intellectuelle mais dont la valeur d'usage et la plus value sont indispensables à l'apparition de valeur, objet cernable, mesurable, siège d'une expropriation de plus-value fabriquée par des salariés, même s'il n'est pas strictement matériel comme une automobile ou un immeuble. Il ne sert à rien d'hypostasier le caractère matériel de la marchandise. La marchandise, insistait Marx, est avant tout un rapport social qui prend sa pleine signification dans le fétichisme de la valeur argent.

Mais Marx est aussi à l'origine de cette hypostase du travail manuel, en vertu de sa thèse sur la praxis qui doit se substituer à la théorie, " la philosophie n'a fait jusqu'à présent qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer ". Rappelons qu'il s'engageait aussitôt dans la plus formidable entreprise de la pensée abstraite : découvrir les lois cachées de l'économie et de l'histoire ! Cette thèse initiale et rebelle s'expliquait par les deux millénaires perdus par la métaphysique qui méprisait depuis Platon la praxis - et la polis - au profit des nuées de la spéculation abstraite, avec le mythe sophiste de la caverne qui inversait la hiérarchie naturelle entre la réalité et son image dans la conscience des hommes, hypertrophié ensuite par deux millénaires de résistible judéo-christianisme. Depuis, la science dure a résolu le dilemme, elle a su allier les hypothèses les plus follement imaginatives à la vérification par l'expérimentation la plus rigoureuse. Le doute méthodique de Descartes lui servait à éliminer de sa problématique expérimentale les scories de l'idéalisme et pas du tout à douter des certitudes statistiquement, collectivement, historiquement accumulées sur les lois déterministes, à l'aide desquelles l'homme bouleverse l'ordre naturel, fussent elles marquées dans ses pointes les plus avancées du micro et du macro, de l'incertitude probabiliste qui régit le cosmos. A cette lumière, on peut envisager autrement le concept de marchandise et celui de prolétaire.



Chaque service, chaque fraction intellectuelle de l'effort du travailleur collectif est aussi une marchandise et son producteur un prolétaire. Il est semblablement du travail cristallisé. Chaque automobile élaborée selon des procédures imaginées à l'ouest, fabriquée dans le tiers monde par des salariés manuels sous payés par rapport à l'occident, surpayés par rapport à la paysannerie, est vendue à une valeur proche de celle de l'automobile entièrement fabriquée en occident parce qu'il faut aussi amortir la part intellectuelle de la marchandise : procédures, conception de la chaîne de montage, il ne s'agit pas du seul effet d'une spéculation artificielle. Le software, les logiciels sont des marchandises abstraites, hautement rentables, avec un support matériel, distinct, interchangeable et indépendant, d'un prix de revient insignifiant par rapport à l'investissement intellectuel. La discussion devient byzantine quand on en vient à distinguer au sein même du travail manuel les parts respectives de l'idéation et de l'effectuation, indistinctement mêlées. Sans objet matériel, il y a rarement une valeur marchande mais sans conception non plus. Pourquoi ce qui se rapproche le plus de l'activité animale et s'éloigne le plus de l'activité spécifiquement humaine devrait figurer l'essence, la base de la production de valeur ? L'énergie artificielle et l'automation inventée par l'abstraction scientifique se substituent de plus en plus à cet aspect mécanique de l'exécution. On ne voit pas selon quel processus souterrain et miraculeux l'extraction de la plus value réellement produite dans les phases d'idéation, y compris sous forme de service, devrait nécessairement ne se réaliser, après un très mystérieux cheminement, qu'au travers de l'achat-vente d'un objet matériel "pondérable", sauf à cousiner avec l'alchimie ou l'évaluation de la production soviétique de tracteurs au poids global annuel et non plus à l'unité opérationnelle ! En vérité, la valeur, donc l'extraction de plus-value, naît à chacune des étapes de l'élaboration du produit au sein du travailleur collectif. De grands bureaux d'ingénierie ou des laboratoires sont le siège d'une extraction immédiate et autonome de plus-value, leur marchandise conceptuelle peut être incorporée à telle ou telle chaîne de fabrication de produits différents. Le médicament non générique par exemple montre que sa survaleur

d'échange tient à l'idéation publicitaire (et parasitaire) qui y est incluse quand celle du générique équivalent médicalement tient pour une part essentielle à sa formule chimique, résultat de l'idéation scientifique qui leur est commune. La part de travail purement manuel dans la fabrication des comprimés, une fois l'installation montée, devient seconde, à l'entretien près. Avec les supports numériques de l'audiovisuel, le rôle de la matérialité du support vendable est réduit à sa plus simple expression, l'essentiel de la valeur ajoutée est dans l'oeuvre artistique (ou pas), supportée par le logiciel abstrait (et la pub pour qu'elle soit sur les rayons). Certains ont avancé jadis que la science deviendrait une " force productrice directe ".

En conséquence de quoi, les salariés intellectuels, en 2004 ne peuvent être classés dans les couches moyennes uniquement en raison de la spécificité " abstraite " de la marchandise qu'ils produisent au sein de la division du travail. Plus la production s'automatise, plus la valeur et la plus-value provenant de marchandises virtuelles devient prépondérante. Dans les nations développées, la part de consommation publique en marchandise virtuelle (audiovisuel, voyages, santé, Internet, etc.) croit de plus en plus par rapport aux biens matériels. Le capitalisme n'en reste pas moins le système dominant par, dans chacun de ces secteurs, l'extraction d'une plus-value.

Ce que demandait Marx dans " l'idéologie allemande ", rappelé par AA, est donc ici en voie d'être obtenu : une classe révolutionnaire nombreuse de 85 % des actifs : " une classe qui soit la dissolution de toute les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles " (aujourd'hui l'aliénation de son travail et de sa consommation dirigée par la pub, ou de son non-travail pour alimenter l'armée de réserve du capital qui le tient sous la menace permanente de tomber du purgatoire en enfer), . " une sphère qui ne puisse s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes." ".qui ne puisse se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme ". Que les salariés, électeurs majoritaires, gagnent partout l'autogestion et le dépérissement de l'État, l'objectif indiqué par Marx serait atteint. Le pari de Marx n'a pas besoin



d'être inversé quand le prolétariat est lui-même objectivement majoritaire et qu'il lui reste à réaliser subjectivement son unité et sa conscience, gages de son hégémonie.

D'un autre point de vue, est-il sérieux de penser une catégorie sociale qui aurait la science infuse ? Sans doute telle ou telle catégorie peut-elle être plus ou moins combative, plus ou moins intéressée aux changements profonds, ainsi des fonctionnaires protégés par leur statut qui font grève plus facilement pour défendre leurs avantages acquis que le secteur privé menacé par le chômage.

L'intelligence des situations politiques, des directions possibles que pourrait emprunter l'humanité pour lever les apories de son processus d'humanisation passe par l'invention philosophique, par la capacité à l'abstraction. Les catégories de salariés intellectuels en sont par nature mieux porteurs que d'autres, ils sont pour les mêmes raisons plus sensibles aux sirènes de l'abstraction fumeuse de l'idéalisme conservateur.

Il faut donc renverser le propos : en matière d'appartenance de classe, ce qui est essentiel, c'est la fabrication de plus-value, ce qui est second, c'est la prépondérance du caractère matériel ou intellectuel du travail.

Les salariés les mieux extracteurs de la plus-value la plus intense, sous réserve de leur productivité et de leur capacité pédagogique, sont les enseignants, les seuls producteurs virtuels à produire des marchandises productrices elles-mêmes de plus value. Ce qui peut expliquer leur rôle considérable dans les luttes économiques et politiques de gauche, en plus du savoir et de la disponibilité. Ils pourraient accéder à cette fonction dirigeante si leur pratique professionnelle, abandonnant le corporatisme étroit, investissait dans sa spécificité historiquement imprenable : les méthodes pédagogiques actives nécessaires au rattrapage de l'inégalité culturelle, quand nombre de tâches répétitives de transmission du savoir peuvent être de mieux en mieux remplies par un audiovisuel bien conçu.

La classe moyenne se caractérise par sa double appartenance, ambiguë, au salariat par la production directe et à l'actionnariat, au capital par la propriété de ses propres moyens de production, (petite paysannerie, artisans, boutiquiers, agriculteurs exploitants,

etc.). Ca n'est en aucun cas le statut des salariés, le montant de la rétribution de leur force de travail n'étant pas le critère déterminant, quand bien même il peut inciter aux choix de méthodes douces, prudentes et démocratiques de changement politique plutôt qu'aux méthodes violentes. Les cadres supérieurs de direction, extracteurs de plus-value, liés directement à l'actionnariat, souvent gros actionnaires eux-mêmes, sont naturellement plus proches de la classe dominante voire des membres à part entière. Les couches moyennes excluent donc en toute rigueur, tout salarié.

Au sein de la participation des cadres au travailleur collectif, la superposition de la part prise à la production avec la fonction répressive au service de l'expropriation de plus-value pour les actionnaires, dans son éventail, présente une difficulté car elle est incontestable dans les fonctions de commandement (directeur d'usine, ingénieur, contremaître) où il est très délicat de séparer la partie utile à l'organisation, à la fabrication, de la partie parasitaire, exploiteuse. Un ingénieur qui ne s'alignerait pas sur les intérêts des actionnaires se supprimerait lui-même, sa résistance individuelle et déclarée au processus d'exploitation l'amènerait très vite à la non existence du licenciement et du chômage chronique, sauf à représenter une valeur ajoutée telle pour l'entreprise que l'actionnaire ne puisse s'en passer. Placé dans un contexte objectivement autogestionnaire, l'ingénieur qui accepterait de débattre avec ses collaborateurs des finalités de la production, verrait immédiatement son statut de classe s'éclaircir, basculer en privilégiant dans son activité la part du travailleur collectif. Ce qui ne serait naturellement jamais le cas de l'actionnaire, sauf dans l'hypothèse peu vraisemblable d'une dilution généralisée de l'actionnariat.

Les données nouvelles portées par le développement autonome de la société industrielle ont un caractère éminemment ambigu : baisse de l'autoritarisme, recours croissant à la conviction, à la responsabilité, à la participation du salarié, autonomie accrue, coopération, travail en réseau du " nouveau capitalisme ", sont à la fois signes de la montée des tendances appelant et favorisant la substitution par un système libéré de l'exploitation mais, dominées par les actionnaires,

res, favorisées par une faiblesse de prise en main par les forces conscientes de l'opposition salariale, autant de moyens pour le capitaliste de gagner du temps, de reporter les échéances historiques et de dissoudre ses propres contradictions sans bouleversement des rapports d'exploitation. Hannah Arendt rappelle, dans " la crise de la culture " (Folio, essais), comment l'utopie de Marx promettant le dépérissement de l'État, l'autogestion et la société sans classes passait par la diminution sans précédent du temps de travail au profit du loisir, comme extrapolation de la situation des Anciens Grecs. Ce qui était au début du XIXème une géniale prédiction, devient aujourd'hui une pression des faits, de l'avenir : la RTT est possible, en dépit de ceux qui à gauche font la fine bouche sur la réforme décisive de Jospin, mais le patronat, utilisant la pression de la croissance économique, fait sa RTT à lui, vers la déréglementation et la flexibilité du temps de travail qui est une régression, un alignement sur le niveau de surexploitation du salariat des nations émergentes.

La gauche devrait donc non pas repousser en bloc mais faire siennes ces tendances nouvelles, critiquer leur dévoiement par la droite capitaliste et montrer qu'il faut les mener jusqu'au bout de leur logique, l'expropriation graduelle du capitaliste et la montée de l'autogestion, par exemple, en France, par l'extension légale et continue des droits du comité d'entreprise, notamment sur la prévention des licenciements.

Idem dans les propositions de dilution du capital parmi les salariés. Dans le cas des fonds de pension par exemple, la concentration de ces actions " démocratisées " dans la main unique de professionnels s'alignant sur les critères de gestion sauvage des gros actionnaires capitalistes, détourne en son contraire cette possibilité de " démocratisation " du capital et d'une utilisation moins aliénée du surproduit.

L'ambiguïté du statut des classes moyennes est fondée sur la double fonction de producteur individuel ou collectif et de propriétaire de ses moyens de production, il est donc exempté d'exploitation sinon d'aliénation, puisqu'il est son propre exploiteur, il peut être lui-même petit exploiteur, limité à quelque salariés, ce qui n'est en aucun cas une possibilité du cadre salarié. A l'exception

de celui qui posséderait de façon significative actions ou stock options. On entre ici dans une quantification sur laquelle se fonderait l'appartenance de classe : à partir de quel montant d'actions ou de stock-options on peut être considéré comme majoritairement exploiteur ou exploité ? Cela ne concerne que des franges et ne peut remettre en cause, statistiquement, les grands constellations sociales des rapports de classe.

Une autre dimension de l'ambiguïté de l'appartenance de classe consiste dans l'appréciation d'un caractère parasitaire de la production de salarié : peut-on considérer la publicité manipulatrice et sans vraie utilité productive ou, à la limite le coup de matraque du CRS comme un service-marchandise ? De Sarkozy à Vaillant, peut-on considérer que le statut de classe permute si la matraque est utilisée contre les salariés ou les chômeurs, versus contre les patrons transporteurs ou les lepénistes ? Si l'exemple vous paraît douteux, songez au Venezuela.

Autre question : les travailleurs de l'État qui ne sont pas soumis à la pression de l'offre et de la demande du marché produisent sans doute des marchandises au sens large mais fabriquent-ils toujours, payés par l'imposition et sans les contraintes de rentabilité des salariés du privé, de la plus-value ? Dans le cas limite de non-rentabilité ne peuvent-ils se transformer en consommateurs de la plus-value globale, en exploités complémentaires ? N'est-ce pas le cas par exemple en France des Finances ou la rentabilité de la perception des impôts est plusieurs fois moindre que dans les pays voisins de même développement ? Question.

Le travailleur du Loto, de la publicité, de la télé-réalité, de gadgets inutiles et rapidement obsolètes, etc. peut-il être considéré comme un prolétaire dès lors que sa marchandise est un leurre, un besoin irréel, fabriqué par le capitaliste pour s'enrichir, avec une valeur d'usage largement artificielle, surfaite ? On s'engagerait ainsi dans une analyse sans fin de la pertinence ou non des marchandises de la production capitaliste. Cette analyse n'est pas sans intérêt, elle pourrait être le centre d'intérêt de plus nombreux sociologues mais elle n'interfère en rien, semble-t-il, sur le statut de classe. Le salarié ne choisit pas, il est obligé de vendre sa force de travail sous peine de périr, il se vend au sys-



tème productif, consommatoire, étatique pour assurer sa survie, il est dépourvu d'un poids quelconque sur la finalité de ce qu'il produit, c'est même ce qui définit son aliénation, il ne peut en porter aucune responsabilité. Pas davantage que le fonctionnaire inséré par le hasard de la vente de la force de travail dans un système kafkaïen et mal encadré.

Ces nuances dans les statuts des salariés introduisent forcément des différences dans les conceptions et les engagements, dans l'éventuelle prise de conscience de classe. Elles se surajoutent aux champs autonomes de l'idéologie historiquement transmises, aux traditions familiales, aux expériences collectives, aux hystérésis des modes de pensée réactionnaires qui s'entrecroisent et interagissent sur la conscience et les déterminations de chaque corpuscule sujet, à l'exaspération, suite à la victoire provisoire du libéralisme, de la compétition interindividuelle au détriment des solidarités. La conscience n'est pas complémentaire mais constitutive de la classe elle-même, contrairement à ce qu'on a longuement pensé chez des marxistes " matérialistes ", mécanistes à l'excès. Les luttes de classe par quoi se manifeste la séparation en classes, n'ont lieu qu'à partir de prises de conscience et d'idéologies vraies ou fausses. On ne comprend pas sinon pourquoi des pans entiers de classes ouvrières nationales (USA, Japon) ont échappé peu ou prou à la lutte de classe économique ou politique, expression de l'existence de classes hostiles. Les constituants idéologiques, historiques, les surproduction et redistribution keynésiennes et les répressions systématiques ont fourni le terreau de cette "évaporation " des classes conscientisées quand bien même le sous-bassement structurel en subsistait, les rapports de production n'ayant pas changé d'un pouce. Dans un autre sens, le ciment idéologique de la classe n'est pas forcément vrai, rationnel, il peut être purement idéologique et historiquement erroné. Ainsi du stalinisme longtemps prégnant dans les nations latines européennes. Ainsi du réformisme castrateur des nations anglo-saxonnes. Ainsi de l'islamisme des nouvelles classes ouvrières manuelles européennes qui rendent problématiques les unités d'action possibles notamment par rapport à la question essentielle du rôle de la femme.

L'effort incessant d'Henri Lefebvre puis d'Armand Ajzenberg pour diffuser le caractère essentiel de l'autogestion comme " attracteur étrange " du chaos capitaliste en vue de son éventuel dépassement vers " la bonne vie " des philosophes, doit passer par la critique de toutes les expériences d'autogestion, sporadiques et malheureuses de l'histoire, à commencer par la première et la plus riche d'entre elle, la Commune de Paris dont le premier acte fut l'organisation d'élections générales, contrairement aux Bolcheviks qui ne remplacèrent pas en 1917 la constituante dissoute. Le recours au concept moderne de l'incertitude déterministe des physiciens, permet d'encadrer les difficultés de l'entreprise et de la décharger de tout procès de volontarisme téléologique. Mais, comme le rappelle fort justement Axel Kahn dans son ouvrage " *Raisonné et humain* ", l'essence de l'être, son humanité en autoconstruction en opposition à son animalité originaire, réside dans sa capacité à la prévision, à l'anticipation. Contrairement aux sirènes néo-libérales et archéo-pessimistes et quels qu'aient été les chaos et monstruosité du XXème siècle, l'utopie n'est pas synonyme de cataclysme et quoi qu'il en soit, conformément à son essence, l'humanité ne peut se passer d'y avoir recours. Encore doit-elle dans son ambition garder la dimension d'une géométrie variable, adaptable aux évolutions et verdicts du réel.

L'autogestion d'aujourd'hui, différemment des prémisses balbutiantes de Cronstadt ou de Barcelone, d'Algérie ou de Yougoslavie, pour être doit sortir du rêve égalitaire ou libertaire et se prendre économiquement au sérieux. Pour remplacer le capitalisme, elle doit avant tout dépasser son efficacité productive, prouver sa capacité à être mieux rentable quantitativement et qualitativement dans la sphère même de l'excellence capitaliste : l'abondance des marchandises, de plus en plus souvent virtuelles, base nécessaire à tout choix ultérieur. Le salarié, fut-il exploité, n'est pas prêt d'abandonner la proie pour l'ombre. Le cadre supérieur s'accroche au capitalisme car il craint que l'autogestion ne puisse être que laxiste, contrairement à sa propre vocation. C'est seulement quand elle aura fait la preuve de sa supériorité productive qu'elle pourra arguer de ses supériorités potentielles en ma-

tière de fin des aliénations au travail et dans la société civile, de contrôle de l'homme sur son activité principale et ses produits.

Un argument nouveau et péremptoire peut rapprocher les échéances : c'est l'avenir apocalyptique de la planète assaillie par l'impossibilité de poursuivre sa croissance quantitative aveugle sous peine de devenir invivable. Il faut trouver de toute urgence un moyen pour injecter de la rationalité sensible et à longue portée dans l'activité productrice spontanée du capital, aiguillonnée par un marché libre, en gérant celui-ci par l'autogestion des masses. Le XXème siècle a surabondamment prouvé que la planification étatique ne fonctionne pas. C'est bien pourquoi le modèle du service public comme structure vivante dépourvue de " sculpture par la mort ", autrement dit d'extériorité à toute contradiction dialectique, n'est pas apte aux solutions d'avenir viables. Elle est le siège de ce que les dialecticiens chinois classiques nommaient " la négativité qui bouche les tuyaux ", plutôt que celle qui sert à valoriser le positivité par la contradiction vivante. L'apprentissage de l'autogestion passe par la maîtrise de l'efficacité capitaliste de gestion pour la faire servir à d'autres fins, frugales, écologiques, égalitaires et cultivées.

L'autre argument fort c'est le déferlement de l'aliénation multiforme dans les pays les plus développés. 50 % d'obèses au USA, constitue une illustration caricaturale à la direction dévoyée de la croissance capitaliste, pour ne pas aborder la diffusion des armes à feu soutenue pas les lobbies, l'éloignement croissant des pauvres de la démocratie et sa manipulation médiatique, l'abêtissement et le matraquage par la violence et la pornographie dans le support essentiel de la diffusion " culturelle " de masse, la télévision ou Internet. L'élévation du savoir impliquée par l'évolution d'une production de plus en plus intellectuelle n'a que peu de conséquence sur les progrès de la culture sensible dans les masses : arts, poésie, bonne musique et bon cinéma, etc. Mais un processus réactionnaire se manifeste dans les régressions vers le fanatisme religieux et le racisme, alimentées par la réponse impérialiste fascisante à la tension entre le Nord riche et le Sud pauvre. En Palestine et en Irak, le terrorisme est encore plus impardonnable quand il s'appuie sur une technologie et une puissance de

pointe. A la limite à quoi bon ces surcroûts de bien-être matériel si c'est pour rester privé de ceux de l'intellectualité sensible ?

La réponse de classe est bien dans la participation reconnue comme telle des couches de salariés intellectuels, des chercheurs, des enseignants des cadres moyens à la direction de la politique citoyenne et de classe.

Le rôle prédominant d'une classe ouvrière de travailleurs " manuels " qui ne pèserait plus que 30% des actifs, en constante diminution dans les pays avancés, préfigurant en cela l'évolution de la planète, pour générer les changements décisifs, l'autogestion de l'État comme des entreprises, est rien moins qu'évident. Sans doute, pendant longtemps le parti ouvrier a écrémé les plus intelligents de ses fils écartés par l'école " bourgeoise " et en a fait des intellectuels organiques valables, c'est de moins en moins vrai depuis que le capitalisme a besoin pour son développement de salariés de plus en plus cultivés, au moins techniquement. La maîtrise de l'efficacité autogestionnaire passe nécessairement par l'adhésion des cadres et techniciens et de ceux qui les forment, faute de quoi on en reviendrait à reproduire l'échec planétaire du socialisme dit réel qui payait mieux l'homme de marbre dont les biceps étaient censés être le seul gisement de plus value que l'ingénieur inventant les processus industriels, jusqu'à leur automation décuplant le rendement humain. Le résultat, avec l'absence de marché, s'appelle Tchernobyl, tout le monde le sait aujourd'hui. Ne peut-on même penser que ce sont ceux au sein du salariat qui sont les plus proches, par leur intelligence de la production, de la maîtrise économique, tout en restant exploités, c'est-à-dire les cadres moyens, qui devraient figurer l'avant-garde sociale du changement révolutionnaire, pacifique s'entend ?

S'appuyant sur ce qui unit, le statut social théorique, la situation dans les rapports d'exploitation, plus que sur ce qui divise, les nuances dans le rapport à l'exploitation, le niveau de rémunération, les hystérésis idéologiques, voire le phlogistique de la marchandise préhensible, laquelle est tout aussi fétichisée que l'autre, virtuelle, les perspectives sont plus claires quant aux forces qui peuvent se rassembler pour devenir hégémoniques et diriger la société vers d'au-

tres futurs que la marchandisation totalitaire et le néo-fascisme sharon-bushien qui veut l'encadrer. Il n'est pas nécessaire d'inventer une nouvelle catégorie sociale qui serait chargée de la révolution, le prolétariat de Marx, actualisé et délesté des ses hardes post-chrétiennes, convient à merveille. Ce qui saute aux yeux c'est même le retard incroyable de la réalité politique sur le rapport des forces numériques, 85/15, encore que dans les 15 % restants on puisse trouver des alliés potentiels pour le changement ! Sans doute l'accumulation des erreurs théoriques de la gauche n'y est-elle pas pour rien mais le salariat fraie un chemin inédit et a droit de ce fait à l'erreur, à condition de ne pas se boucher les yeux sur la gigantesque et tragique expérimentation théorique du XXème siècle où le socialisme par l'étatisme a montré sa totale inanité et de se concentrer sur l'arête dure de l'effort révolutionnaire : la capacité à diriger l'économie et à faire dépérir l'État, ce qui est à peu près à l'opposé des préoccupations archéo-corporatistes et bureaucratiques actuelles de la plupart des forces de gauche organisées. Cet effort passe naturellement par la prise en main rationnelle des aspirations de la société civile : urbanisme, pédagogie, féminisme, tiers-mondisme, culture, pour élaborer " professionnellement ", avec la rigueur inspirée des procédures scientifiques, le contenu des utopies réalistes que la démocratie vivante, authentique, poussée jusqu'au bout, pourrait mettre en ouvre.

La réflexion doit aussi concerner les moyens de ces changements radicaux ou, avec le recul, on comprend mieux le rôle joué par une certaine théorisation artificielle de la violence historique : pour accoucher d'une telle absurdité contre nature, une classe montante éloignée du savoir porteur de changement, ce qui revient à nier dans les faits quatre mille ans de lente acculturation, il fallait bien invoquer la césarienne et les fers. A cette aporie historique chez Marx, l'histoire a apporté sa réponse : les prolétaires qui désormais disposent de mieux en mieux de la connaissance ne veulent perdre que leurs chaînes, non le confort déjà conquis par le travail et les luttes passées.

Il n'y a pas d'instauration possible de l'autogestion économique et politique en dehors de la conviction des masses populaires,

en premier lieu des 85 % de salariés dans leur diversité, jusqu'à ce qu'ils deviennent au parlement et dans les villes hégémoniques à la suite d'élections, non pour les changements miraculeux de la parousie mais simplement pour contrôler la matérialité des conséquences de leurs propres décisions et actions, ce qui ne serait déjà pas si mal. Renverser le vieil ordre des choses, l'expropriation capitaliste et la bureaucratie étatique, ne se ferait peut-être pas sans opposition violente mais il n'est pas indifférent que les matraques salariées soient entreposées sur la bonne rive de la Seine, à Saint Denis plutôt qu'à Neuilly. Ajoutons que les longs et complexes chemins qui mèneraient vers cette hégémonie autogestionnaire sont largement imprévisibles, ce qui explique aussi pourquoi la gauche et la droite, représentations déformées, fluides et protoplasmiques des pôles de l'opposition de classe, s'équilibrent encore quand les 85 % des actifs devraient être largement majoritaires s'ils n'étaient divisés en cent fractions inconciliables quant au meilleur moyen de défricher l'avenir.

Il s'agira d'une prise de pouvoir et les tenants ont beaucoup à perdre, pas seulement leur propre aliénation mais aussi leurs jouissances et prébendes héréditaires. Ils excellent donc depuis des lustres à seller les chevaux de Troie dans le camp des opprimés, les socio-libéraux agitant comme un hochet leur " réalisme " capitulaire qu'on doit arracher de leurs mains. Il faut aussi cesser de leur fournir des arguments en appuyant de fausses analyses sur l'irréalité. AA signale de ce point de vue un autre aspect : l'ambiguïté de la partie supérieure du salariat, le fait qu'elle peut symétriquement vendre en toute tranquillité sa force de travail aux salariés ou aux actionnaires, avec en faveur de ces derniers la singulière force de l'habitude. C'est bien pourquoi, contrairement au thème cher aux idéologues de la " nouvelle société " de Delors, ils ne sauraient être le fer de lance d'un changement quelconque mais il faut bien convenir que, sans l'adhésion à la cause salariale de la majorité des salariés les plus précieux, ceux supposés sachant, la victoire autogestionnaire a bien peu d'atouts dans ses mains. Prisonnier d'une définition restrictive de la classe ouvrière, il devient difficile de tracer les voies d'une libération de la société marchande et aliénée. La nouvelle " citoyen-

neté " remplaçant l'ouvrier prendrait en main la résolution des apories sociétales en libérant un prolétariat minoritaire ? Cet exercice équilibré est assez peu convaincant. En allant chercher du côté de Hannah Arendt, on pourrait aussi partir de la critique marxienne de l'idéalisme hégélien, celle qui substituait l'action des hommes à leur pensée platonicienne pour proposer que, devant la menace de disparition de l'humanité posée par le développement aveuglement prédateur de l'action du capital, la place raisonnable devrait désormais revenir à un retour à la pure réflexion philosophique proposant de nouvelles utopies pour que les humains puissent enfin vivre ensemble. Une autre ouverture, au sein de la société française, consisterait à constater l'apparition d'une mince couche sociale du refus intellectuel de cette praxis enfermée dans la seule valeur marchande, du refus vécu du salariat autrement que comme un sacrifice nécessaire à la survie alimentaire, l'essentiel du temps de vie étant réservé à la contestation : intermittents, recalculés, enseignants, postiers ou employés des banques, anciens autonomes, anarchistes, trotskistes qui prennent le relais des militants communistes de jadis sacrifiant toute vie personnelle à la cause, et qui, exclus, blasés ou retraités peuplent avec les précédents les rangs d'ATTAC qui en fait une heureuse denrée d'exportation. Cela ne fait pas une classe mais une couche autoproclamée dirigeante des luttes populaires quelles qu'elles soient, le fameux " mouvement social " qui s'oppose à la récupération par les partis traditionnels, institutionnalisés, qu'ils soient archéo-réformistes ou post-staliniens. Les limites sont évidentes : rassemblant nombre de critiques pertinentes mais partielles de l'impérialisme mais encombrés de scories des vieux dogmatismes faute de les avoir analysées, ils restent cantonnés dans un tribunicisme de gauche qui laisse la place aux électoralistes de la gestion loyale. Ils refusent les institutions et cultivent la seule spontanéité, ils hésitent devant la théorisation des perspectives générales d'un mouvement des salariés. Ils empruntent aussi aux archéos une tendance irrépressible au corporatisme, à son idéologisation faussement stratégique, abandonnant ainsi tout regard philosophique, scientifique, réaliste sur les changements révolutionnaires indispensables, sur l'action efficace sur le

long terme du Réel, notamment sur les thèses décisives et abandonnées du dépérissement de l'État ou d'une autogestion économiquement efficace.

La seule entreprise permettant de sortir le mouvement social de l'impasse, serait une politique unificatrice de la gauche radicale, une acceptation des conditions nouvelles de l'action révolutionnaire qui passent par le tissu des institutions démocratiques à rénover, la discussion délibérante sur une analyse philosophique et scientifique des perspectives à géométrie variable, une tactique d'unité d'action avec les courants réformistes qui suppose la défaite des socio-libéraux, et qui amène, comme aux précédents moments plus ou moins heureux de l'histoire ouvrière française, 36, 46, 81, 97, à utiliser la majorité parlementaire d'une gauche résolue, coïncidant avec sa base théorique de 85 % d'actifs salariés, pour engager enfin la lente refonte radicale du système démocratique, dans les villes comme à l'entreprise, vers un modèle (un " attracteur étrange ") substitutif au totalitarisme marchand comme au vieux démocratisme bourgeois, qui soit égalitaire, écologique et désaliéné.

J.-P. Lefebvre, urbaniste, Avril 2004

la somme et le reste

Sommaire du No A.1

Armand Ajzenberg : classes et formes modernes de lutte de classe

- Les forces sociales en présence	2
- Psychologie collective des classes	3
- Les classes dans une société globale	4
- Ce qui a changé depuis 1963	10
- Production et extraction de plus-value	15
- Formes prises par la lutte de classe	16
- Les coordinations	21



JACQUES GUIGOU

À propos de « Mais où est donc
passé ce prolétariat ? »**Temps critiques**

Le texte de J.P. Lefebvre est une façon de sauver la catégorie de prolétariat à partir d'une analyse des transformations du capital. Cette analyse est reliée au travail d'Henri Lefebvre, mais conceptuellement il ne fait aucune référence aux réflexions qui ont pu se mener en dehors du giron historique du PCF (que ce soient celles de l'opéraïsme italien sur le travailleur collectif et le "général intellect" ou de revues comme *Invariance* qui ont théorisé la "classe universelle" dès le début des années 70.). Il s'ensuit un mélange éclectique entre des analyses qui n'apparaissent nouvelles qu'en regard de l'ignorance crasse qui a habité ce milieu pendant 30 ans et vis à vis des réminiscences du bon vieux marxisme non dépoussiéré. Pour ne prendre qu'un exemple, le discours sur la valeur reste bloqué sur la notion de plus-value, jamais contestée, comme si le travail vivant était toujours au centre du procès de valorisation et qu'il n'avait fait que changer de nature, se faisant plus "idéel" que matériel. L'analyse de Marx serait donc inattaquable puisque Marx n'a jamais dit qu'il y avait adéquation entre travail productif et production matérielle.

Est passée aussi à la trappe la question de la mesure de la valeur par le temps de travail alors que d'après Marx et "Le fragment sur les machines", cela devient impossible quand ce sont le travailleur collectif et le général intellect qui commandent la création de richesse. Là encore cela permet de maintenir la perspective d'un travail vivant à la base de la production de richesse, même si son agent principal devient le travailleur intellectuel. On apprend alors que l'enseignant est l'archétype de ce travailleur intellectuel productif et que c'est pour cela qu'il est aujourd'hui à la pointe des luttes. Simplement on lui demandera d'abandonner son point de vue strictement corporatiste pour s'élever jusqu'à la remise en cause de ses cours magistraux (le programme de la CFDT en quelque sorte). Que cette importance des enseignants, comme celle des travailleurs des transports et des hôpitaux, soit le fait de leur position particulière dans les rapports de reproduction (et

non de production) ne vient pas à l'idée de notre auteur.¹ La critique de la notion de classe moyenne ne peut donc se faire, pour J.P. Lefebvre que par référence à la plus-value et celui-ci de se livrer à un exercice funambulesque sur la détermination de ce qui est vraiment productif, sans comprendre qu'aujourd'hui tout est productif pour le capital, mais sans référence à la plus-value. Le profit et la puissance suffisent comme moteurs du capital.

L'hymne au travail productif (new look s'entend) conduit aussi à reprendre les analyses sur l'armée industrielle de réserve. Le sens de la cohérence conduisant toutefois à supprimer "industriel" pour ne conserver "qu'armée de réserve". On se situe donc encore dans la détermination économique des catégories du capital et particulièrement dans celle de l'économie classique et de Ricardo sur le salaire, catégories que Marx ne fait que reprendre. Le chômage ne serait que l'effet d'un déséquilibre sur le marché du travail dû lui-même aux méfaits du méchant système capitaliste et non pas au processus d'inessentialisation de la force de travail dans le cadre d'une substitution du travail mort au travail vivant que pourtant Marx a anticipée il y a 150 ans².

Le développement des forces productives n'est jamais remis en perspective, relativisé comme le montre le passage sur l'audio-visuel qui pourrait supprimer avantageusement les cours répétitifs des enseignants. La science est neutre, comme l'armée et pourtant on nous dit que des leçons ont été tirées du passé ! Finalement il ne s'agirait que de piloter autrement l'économie. Esprit du communisme où au moins de Polanyi, êtes-vous là ? Non, car il ne s'agit que de passer à un nouveau mode de production plus rationnel, à l'abri des gaspillages et catastrophes écologiques.

¹ Cf. notre analyse du mouvement de 1995 dans les n° 8 et 9 de la revue *Temps Critiques* Éditions de l'impliqué BP 2005 34024 Montpellier cedex 01.

² Sur cette question nous ne saurions trop renvoyer au vol II de l'anthologie de *Temps Critiques* : "La valeur sans le travail". L'Harmattan (1999) et à un ouvrage qui sortira cet été 2004 chez L'Harmattan, "L'évanescence de la valeur" de J. Guigou et J. Wajnszajn.



À partir de là on peut effectivement parler d'autogestion puisqu'il ne s'agit que de critiquer une mauvaise direction de l'économie et l'impasse qu'a pu constituer une planification socialiste. Autogérons donc les productions d'armes, l'énergie atomique, les OGM et autres peccadilles du même acabit pourvu que nos salariés soient contents d'être la classe vivante du travail vivant créateur de richesse.

Ce qui n'est qu'insuffisance de la critique jusque-là devient incohérence quand on aborde le versant politico-idéologique. La description de l'aliénation des individus prise chez le H. Lefebvre critique de la vie quotidienne, pour la mâtinier de modernisme féministe et anti-pub est complètement contradictoire avec le fait de développer une naïve propagande électoraliste sur le salarié majoritaire. Même un bourdieusien sait que l'électeur n'aura jamais aucune conscience de classe et que le fait qu'il fasse partie d'un groupe majoritaire, les salariés, ne le conduit nullement à quelque action collective. Une fois il vote trotskyste ou FN, une autre Chirac, puis finalement PS. C'est comme pour les chaînes télé : "c'est son choix" !

Ce qui est le résultat du processus d'individualisation et qui amène les individus, dans une période de basse tension entre individu et communauté, à vivre en calculant les coûts/avantages de leurs actions, devient quelque chose d'incontournable pour notre auteur qui proclame, de façon a-critique, que les individus ne veulent perdre que leurs chaînes et pas le confort ! C'est bien pour cela que, soit il ne se passe rien, soit les mouvements sociaux sont particulièrement autolimités. On en a encore fait l'expérience au printemps 2003 comme en 1995. Il y a un blocage car il n'y a jamais aucune prise de risque³. Or la révolution (osons ce mot faute de mieux) est un pari, une prise de risque.

6 mai 2004

³ Cf. les "débats" sur le paiement des jours de grèves et la réaction face à l'application stricte des textes par le gouvernement Raffarin II et son ministre Ferry, dans l'EN.

RÉACTION DE PHILIPPE ZARIFIAN

<http://perso.wanadoo.fr/philippe.zarifian/>

Ce n'est pas simple à lire et comprendre. Et pourquoi pas le "travail sans valeur" (économique) ? A une époque, nous avons, avec Christian Palloix, parlé de "société post-économique". Et quels sont les référents empiriques ? Marx s'était appuyé sur un corpus empirique impressionnant, pour son époque. Je n'ai pas lu le livre de Jacques Guigou. Est-il dans ce style ?

Cordialement

la somme et le reste

Sommaire du No A.2

- Jean Magniadas : MYSTIFICATION ET CONSCIENCE DE CLASSE	1
- Éléments sur l'évolution de la Structure de classe	3
- Évolution de la conscience sociale	6
- Jean Péaud : LA LUTTE DES CLASSES	14
- A. Ajzenberg : À propos de création de plus-value et d'extraction de celle-ci	15

la somme et le reste

Sommaire du No 1

ACTUALITÉS - PUBLICATIONS	
- N. Guterman, H. Lefebvre : Comment devient-on électeur du Front national ? Comprendre	2
- Programme d'études sur Henri Lefebvre au L.A.B.U.R. (Brésil)	6
- Arnaud Spire : Henri Lefebvre, le retour	8
COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)	
- Rémi Hess : Vue panoramique sur la vie et l'œuvre d'Henri Lefebvre	11
- Lucien Bonnafé : La tête de la passion	17
- Laurent Devisme : Lire Henri Lefebvre	19
TEXTES	
- Henri Lefebvre : A propos du centenaire de la mort de Marx (1984)	20
COURRIER - DÉBATS	
- A. Ajzenberg : Comment naît un Manifeste?	27





ARNAUD SPIRE

À PROPOS DE LA LUTTE DE CLASSE, DEUX HORIZONS INCONCILIABLES

Je veux d'abord souligner combien je sais gré à **Armand Ajzenberg** d'avoir entrepris de questionner le concept marxiste de CLASSE à la lumière de l'enrichissement que lui avait apporté en son temps le philosophe **Henri Lefebvre**. En effet, les concepts élaborés par **Marx** expriment des essences HISTORIQUES et sont par conséquent toujours à réélaborer en fonction de ce qu'est devenue leur réalité concrète (souvent confondue avec leur apparence phénoménale). Le numéro spécial de « **la somme et le reste** », bulletin du Réseau mondial d'Études lefebvriennes d'octobre 2003, consacré aux « classes et aux formes modernes de la lutte de classes », pose évidemment un certain nombre de questions qui appellent à approfondir par un débat l'actualisation entreprise. Je souscris pleinement à l'orientation de la première partie qui est, en prenant appui sur l'étude d'**Henri Lefebvre**, *Psychologie des classes sociales* (1963), redécouvert récemment par **Jean Magniadas**, d'« apporter prolongement et approfondissement ». Je crois profondément à la justesse de la remarque faite par **Henri Lefebvre** selon laquelle « Les idéologies (qu'il ne faut pas confondre avec les symboles ou les valeurs) sont généralement essayées, élaborées, formulées, lancées par des groupes et des individus marginaux par rapport aux classes. Dans notre société contemporaine, nous savons que l'**intelligentsia** constitue un tel groupe marginal, aussi bien par rapport à la classe dominante que par rapport au prolétariat (en ce qui concerne la fraction de l'**intelligentsia** qui penche vers la

classe ouvrière ou opte franchement pour elle). Les éléments spécialisés qui s'occupent de l'idéologie – écrivains, philosophes, journalistes, ou encore éditeurs, directeurs de publications, etc. – sont donc souvent a-typiques par rapport aux classes ; les éléments typiques se taisent, écrivent peu, même et surtout s'ils sont agissants. » Dans le droit fil de la pensée d'**Henri Lefebvre**, ceux qui aujourd'hui entreprennent l'étude critique de son œuvre font, à des titres divers, partie de cette « intelligentsia » qui opte franchement pour la classe ouvrière. Ils ne sont donc pas des « leaders d'action », et quant à savoir s'ils peuvent être considérés comme des « leaders d'opinion », ce n'est évidemment pas à eux d'en décider, mais aux principaux intéressés qui constituent la classe ouvrière d'aujourd'hui prise dans sa globalité et dans sa diversité.

HENRI LEFEBVRE, LE CONCEPT EST HISTORIQUE

Le concept de classe a une histoire interne, y compris dans la pensée d'**Henri Lefebvre** qui fut, on le sait, successivement philosophe et sociologue. Dans l'étude de 1963, il abandonne l'hypothèse tirée du champ de la **psychologie sociale**, selon laquelle les classes se caractériseraient par des besoins : « Nous pouvons supposer que les classes sociales se caractérisent différemment par des besoins, et qu'une psychologie collective satisfaisante s'établira à partir de leur étude. » Sans doute, est-ce l'uniformisation des besoins à l'échelle mondiale qui le pousse à passer de cette caractérisation par les besoins à la recherche d'**invariants** pour les deux classes fondamentales que sont la bourgeoisie et la classe ouvrière. En ce qui concerne la bourgeoisie, au sens de **classe capitaliste**, il souligne qu'elle est toujours et plus que jamais la classe qui nie les classes, c'est-à-dire la classe qui refuse de reconnaître que le travail soit « l'activité productrice, créatrice du monde humain ». Ce qui anime cette classe, c'est la volonté de faire monter les cours de la bourse, en vue de la « jouissance » des propriétaires qui la composent. Quant à la classe ouvrière, elle « présente la totalité, la plénitude des dimensions humaines. » En tant que classe et quelle que soit la conscience des individus qui la composent, elle est porteuse, à mon sens, d'un HORIZON social et d'une organisation de la société totalement différents de ceux



auxquelles aspire la classe capitaliste. **Henri Lefebvre** notait déjà en 1963 : « Elle devient porteuse d'une revendication totale. Cette revendication englobe et même garde au premier plan les questions relatives au travail (...) ; cependant elle déborde de plus en plus l'économie proprement dit : elle enveloppe l'organisation de la vie quotidienne entière, vie familiale, logement, habitat, vie de la cité et de la société, enseignement, culture et vie morale, loisirs, etc. (...). Jamais l'analyse effective, la dislocation des éléments de la totalité humaine, des gestes du travail aux groupes, aux âges, aux sexes, n'a été poussée aussi loin. Il en résulte que jamais l'exigence de synthèse, de totalité concrète que porte la classe ouvrière n'a été aussi forte. » Cette spécification de ce qu'il y aurait de **constant** dans l'essence de la classe capitaliste et de la classe ouvrière (primitivement désignée par **Marx** sous l'appellation élargie de prolétariat) fait litière de caractérisations plus anciennes comme celle de l'existence de partis politiques exprimant des INTÉRÊTS DE CLASSE opposés ou de syndicats représentatifs d'intérêts de classe comme hier le CNPF aujourd'hui le MEDEF, et la CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC. Jamais la classe ouvrière ne s'est reconnue dans son intégralité dans un seul parti ou dans un seul syndicat. De la même manière, la caractéristique selon laquelle les classes fondamentales se distinguaient par la POSSESSION OU NON DES MOYENS DE PRODUCTION a été à juste titre mise en cause pour limiter l'intégration des artisans à la classe ouvrière et, plus récemment - sous la gauche plurielle - quoique cela fut fortement contesté par la grande masse des travailleurs du secteur public, à l'occasion de l'obligation faite à certains secteurs du capital de se mettre en valeur dans le cadre d'une mission de service public à un taux très inférieur à celui du taux moyen de profit d'une société capitaliste.

LE NOYAU ET LA CHAIR

Il faudrait encore ici rajouter que la définition de la classe ouvrière par la production de plus-value a perdu de son adéquation à la production moderne. La base de la production de la plus-value s'est élargie dans l'entreprise, par exemple aux ingénieurs et techniciens de production dont l'intégration dans la classe ouvrière relève d'un « travail de capucin ». Elle s'est également élargie à

l'extérieur de l'entreprise - et pas seulement aux entreprises sous-traitantes - à d'autres secteurs qui intègrent à des degrés différents les secteurs productifs. Et ce dans la mesure où la technicité de plus en plus grande des moyens de fabrication, des produits fabriqués, les applications immédiates de la recherche et l'invention de besoins souvent suscités artificiellement pour élargir un marché, se sont ajoutés aux holding financiers des entreprises elles-mêmes. Ces mouvements d'inclusion permettent-ils d'envisager qu'aujourd'hui la classe ouvrière ne soit plus la seule source de production de la plus-value ? L'a-t-elle d'ailleurs jamais été ? Vieille question à laquelle j'aurais plutôt tendance à répondre positivement, dans la mesure où on ne peut séparer par la pensée ce qui est uni dans la réalité : le noyau et la chair. Celui qui achemine la marchandise au consommateur, par exemple le conducteur de camion ou de train, ne contribue-t-il pas à la production de la plus-value qui, sans lui, ne serait jamais réalisée ? Nous retombons ici dans les « affres capucines » de l'impossible délimitation. **Marx** n'a en effet jamais dit qu'il y ait adéquation dans la société entre travail productif et production matérielle.

Le texte publié par **Henri Lefebvre** vingt ans plus tard, à l'occasion du centenaire de la mort de **Marx**, vient à point pour souligner ce qui a changé dans la société moderne plus d'un siècle et demi après : « Les activités étudiées par **Marx** et mises au premier plan concernaient le travail, la production et les lieux de production. Ces analyses des rapports de production n'épuisent pas - selon **Henri Lefebvre** - le mode de production. (...) Elles permettent mal de comprendre, au XXème siècle, l'élasticité, les capacités (du mode de production capitaliste). Que se passe-t-il en dehors des lieux de travail ? » **Henri Lefebvre** a proposé avec une certaine constance le concept de « vie quotidienne » qui n'exclut en rien celui du travail productif. Au contraire, il le complète « en tenant compte des transports, des loisirs, de la vie privée et familiale, ainsi que toutes les modifications qui ont affecté au cours de l'époque moderne ces différents aspects de la vie et de la pratique sociale. » C'est cette inclusion qui aboutit à la formulation : « forme moderne de la lutte de classe », c'est-à-dire lutte pour la maîtrise de l'espace et du temps, autour de biens qui sont indirectement liés à la conception initiale de



la lutte de classe par Marx. Henri Lefebvre a cherché à élucider quel est le sujet historique de ces grandes et nouvelles luttes. Dans le tome III de la *Critique de la vie quotidienne*, il écrit à ce sujet en 1981 : « La thèse répandue aux États-Unis d'une révolution culturelle par les classes moyennes ne tient pas debout. Seule l'existence des classes moyennes permet à l'État providentiel de s'ériger au-dessus de la société : cet État trouve dans sa base sociale ses ressources, son personnel, ses "sujets" passifs. Dès lors, il peut s'opposer avec les vertus qui conviennent aux sujets "actifs" : compétence, vigueur, gestion honnête, etc. Cela dit, ces couches et classes n'ont AUCUNE CAPACITÉ CRÉATRICE ; elles ne peuvent inaugurer ni des formes ni des valeurs ; consommant les produits de l'industrie culturelle, elles sont incapables de créer une culture encore une civilisation digne de ce nom (...). » Depuis cette analyse, de nombreux événements, dont la venue de la gauche plurielle au pouvoir en France ou la thèse du « choc des civilisations » pour expliquer la riposte du 11 septembre à New York, ont confirmé l'incapacité des couches moyennes dans leur ensemble à penser autre chose qu'à la réactivation d'une société capitaliste renouvelée. Cela ne signifie évidemment pas que rien de bon ne puisse venir des classes moyennes, mais tout simplement qu'elles ne sont pas porteuses d'un horizon social et d'une organisation de la société antagoniques avec ceux dont la bourgeoisie est porteuse.

C'est pourquoi on ne saurait indistinctement intégrer l'ensemble de ceux qui n'ont que leurs vivantes capacités manuelles et intellectuelles à vendre dans la lutte entre LES DEUX CLASSES ANTAGONIQUES FONDAMENTALES QUE SONT LA CLASSE CAPITALISTE ET LA CLASSE OUVRIÈRE. Certes, l'ensemble du salariat est confronté à la soif de profit de la bourgeoisie et doit lutter pour que la part de plus-value consacrée à leur salaire soit la plus conséquente possible, d'où la nécessité pour les employés, les techniciens et les cadres, mais aussi pour les autres professions salariées (enseignants, personnels de santé, travailleurs de la culture, etc.) de s'allier à la classe ouvrière pour améliorer les conditions de rémunération, de travail, d'emploi et de formation, etc. Mais ces couches sociales n'autorisent pas à considérer que le salariat dans son ensemble pourrait prendre la place

du rôle spécifique joué par la classe ouvrière dans la transformation sociale.

LA PRODUCTION D'UN SUJET HISTORIQUE

Comparons, pour les besoins de notre démonstration, l'ouvrier et l'artiste. Tous deux sont créateurs. Le premier est généralement salarié, le second ne l'est pas mais aspire parfois à l'être. Pour autant, l'intégration de l'artiste dans le salariat ne gomme en rien sa différence avec l'ouvrier. Ce dernier demeure partie intégrante de la transformation de la nature et de la société par son travail. Il est créateur de plus de richesses qu'il n'en utilise. Il donne à l'objet plus-value parfois appelée sur-valeur. La production ne fournit pas seulement des matériaux aux besoins ; elle engendre également un nouveau besoin dans la mesure où les matériaux utilisés doivent être entretenus ou enrichis. En effet, laissée à elle-même, la matière s'oxyde, rouille et se dégrade. Indépendant ou non, l'artiste, par contre, exerce le public de son œuvre d'art à une satisfaction inhérente à la transformation du réel. Il s'agit là de deux versants d'un processus de création. L'œuvre d'art crée un public sensible à l'art et capable de jouir de la beauté. D'autre part, ce plaisir développe l'humain dans l'homme. Dans les deux cas, comme l'écrit Marx dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* : « la production ne produit donc pas seulement un objet pour le sujet mais un sujet pour l'objet ». Or, **le sujet historique qu'engendre la production de la classe ouvrière est collectivement porteur d'une organisation de la société, d'un mode de répartition de la plus-value et donc d'un horizon social émancipateur entièrement opposé à celui de la classe capitaliste.** La classe ouvrière est la seule à contester, de par son existence même, le dogme par lequel il est universellement admis que ce sont les propriétaires de moyens de production qui répartissent, avec l'aide de l'État, la plus-value créée par le travail ouvrier. Cela ne signifie certes pas que le travail non ouvrier ne soit pas nécessaire à la réalisation de ladite plus-value. C'est pourquoi il n'y a pas dans le salariat tel que l'envisagent les capitalistes d'emplois socialement inutiles. Mais seul le travail ouvrier est porteur du « raccourci » mental qui permet d'envisager que la plus-value soit répartie de manière autogestion-



naire par ceux qui la produisent avec la participation de tous ceux qui contribuent à la « réaliser ».

la culture ouvrière ne saurait être assimilée à ce qu'un sociologue anglais a appelé « la culture du pauvre ». la culture ouvrière est potentiellement porteuse des richesses intellectuelles et des valeurs produites par cette classe et qui sont au fond les richesses de toute l'humanité. Cette potentialité ne saurait se laisser enfermer dans un musée. on peut évidemment se demander si le monde ouvrier est en voie de disparition sous les carcasses d'usines, les feux des fours éteints et les morceaux de rouille épars ? Mais cela se peut-il à l'heure où un nombre croissant de salariés connaissent la précarité du travail et un emploi du temps peu ou prou similaires à ceux de la condition ouvrière ? Massification du salariat. la question demeure de savoir quel collectif produit aujourd'hui les richesses de la société moderne. elles n'ont tout de même pas disparu des vitrines. La classe n'est plus seulement la position collective d'un groupe d'hommes et de femmes par rapport à la propriété des moyens de production. Elle est aussi devenue une conscience qui se perpétue en chaque individu, même chez celui ou celle qui est passé du centre de la page à la marge. **Marx** disait : « la tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants ». certes, celui qui est engagé dans une pratique professionnelle perçoit le monde à partir de l'activité qui est la sienne. mais l'exclu le perçoit-il autrement ?

L'EFFET DISSOLVANT DE L'ÉTUDE SOCIOLOGIQUE

Rappelons à propos de cette nouvelle situation que le poids démographique de la classe ouvrière reste tout à fait impressionnant en France, dans la mesure où 40 % des ménages sont des ménages ouvriers (au moins l'un des deux est ouvrier). Certes, le poids quantitatif des producteurs conscients formant une classe n'est pas à lui seul déterminant. Ce qui l'est, c'est la fonction qualitative, toujours centrale, de « PRODUCTEURS DE RICHESSES » et la conscience qu'il leur est possible d'en prendre. Certains lecteurs de **Marx** se souviennent

peut-être que ce fut sur la capacité du prolétariat à transformer ce qui, dans la matière, apparaît le moins malléable – les métaux et la pierre – qu'a été fondée l'hypothèse d'un rôle dirigeant de la classe ouvrière au plan idéologique. Cette dernière continue de faire quotidiennement l'expérience que ce qui apparaît le plus résistant est susceptible d'être transformé par les hommes. Alors pourquoi pas en tant que classe, transformer de façon tout aussi créative une société où l'appropriation privée de la plus-value s'accompagne systématiquement de la souffrance de ceux qui travaillent ? Lucidité. Ceux qui ne possèdent rien en dehors de leur force de travail n'ont que de nouvelles chaînes à perdre. **Sous l'influence de la sociologie des classes**, la critique sociale s'est déplacée dans le sillage d'un moderne brouillage de la notion de classe fondamentale. Il semble même à certains que les exclus – dont la situation résulte de la privation de travail – ignorent l'exploitation. Il n'en est rien. Cet argument a simplement servi à briser le maillon « mettant en rapport le bonheur des riches et le malheur des pauvres ». L'exclusion n'est pas seulement une réalité à prendre au sérieux. C'est aussi une idéologie permettant de masquer la pérennité d'une société plus que jamais fondée sur l'appropriation privée de la plus-value et le pouvoir exclusif des financiers et des industriels de la répartir, à l'aide de leur État de classe.

De ce qui précède, on peut induire que les deux classes fondamentales se définissent non pas tant par la position objective qu'occupent leurs membres par rapport aux moyens de production (« l'homme nu et dénué » d'une part, et d'autre part « l'homme aux écus » qui achète la force de travail), mais par leur processus respectif de développement de la conscience de classe en chacun de ceux qui ont avec elles une relation d'appartenance, subjectivement contestée ou non.

LE CONCEPT DE CLASSE POUR MARX

Le terme de classe existe depuis le droit public romain qui distinguait les citoyens en plusieurs « classes » censitaires. L'économie politique anglaise et le socialisme utopique français ont étudié les classes en rapport avec la propriété, le travail, les revenus, les droits, les intérêts politiques, etc. Lorsque le jeune



Marx reprend à Hegel la notion de société civile bourgeoise, il se trouve confronté au problème posé par l'ordre féodal ou Hegel avait réinscrit dans un cadre corporatiste les « classes » de ses prédécesseurs. Ce n'est seulement que dans l'**Introduction à la critique du droit politique hégélien** (rédigée juste après les **Manuscrits de 1844**) qu'il entame le retour au concept de « classe ». « Classe » signifie dans ce texte qu'une partie de la société civile bourgeoise s'émancipe et parvient à **dominer** l'ensemble de la société. Pour nous résumer, une classe déterminée entreprend, à partir de sa situation particulière, l'émancipation générale de la société. « Classe » signifie donc originellement pour **Marx**, mettre richesse, culture et idéologie comprises, à la disposition de toute la société. C'est à partir de là que le concept de classe sera appliqué à toute division de la société en dominateurs et dominés (comme par exemple l'antagonisme capital/travail). En même temps, **Marx** conserve le sens par lequel la « classe dominante » donne sa signification à toutes les composantes de la société (« appartenance de classe » ou « valeur de classe »). La difficulté rencontrée par **Marx** pour distinguer « Klasse » et « Stand » ou la classe en soi (« Klasse an sich ») et la classe pour soi (« Klasse für sich ») est l'indice d'une certaine confusion bien perçue plus tard par **Lénine** entre la classe sociale à l'état pur et la société de classes.

La définition de **Lénine** : « On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale » (**La grande initiative**, tome 29, page 425). Cette définition indique clairement que pour supprimer les classes, il faut non seulement renverser le pouvoir des exploités, grands propriétaires fonciers ou capitalistes, non seulement abolir leur propriété mais elle suggère aussi qu'il faudrait aussi abolir toute propriété privée des moyens de production,

effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. Ce qui nous renvoie à l'idée, à mon sens essentielle, qu'aucune classe, productrice ou non de plus-value, ne peut être définie par elle-même ou par ses conditions d'existence mais seulement par le rapport social antagonique qui l'oppose à une autre.

À la fin du **Capital** se trouve un chapitre inachevé portant précisément sur les « classes ». Les trois grandes classes de la société moderne à l'époque de **Marx** et **Engels** y sont repérées : les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers... Cette formulation inachevée et datée laisse ouverte l'essence de la « classe ». Est-ce une question d'identité de revenus, de sources de revenus ? Cette ouverture n'est pas un hasard alors que **Marx** et **Engels** ont écrit ensemble près de 3 000 pages sur la lutte des classes sans les avoir définies. Une idée directrice se fait jour selon laquelle il y aurait une correspondance entre les rapports de distribution (ou de répartition) et les rapports de production. Mais les deux pères fondateurs n'ignorent pas que la propriété foncière va être absorbée dans la circulation des marchandises, et on peut donc réduire, à la fin du **Capital**, les trois « classes » aux seules deux fondamentales. Dans l'**Anti-Düring** (rédigé en 1876), **Engels** énumère les trois classes de la société moderne et insiste sur leur dissymétrie : « L'aristocratie féodale, la bourgeoisie et le prolétariat ». Cette formulation refuse de réduire la propriété foncière au capital, en faisant de la rente foncière une survivance. Peut-on encore la laisser subsister à l'époque de l'industrialisation extrême de l'agriculture ?

À partir de là, se profile l'idée-force selon laquelle la structure de classe d'une formation sociale de l'économie n'est pas déterminée de façon simple par les seuls rapports de production immédiats, mais surdéterminée par les rapports de reproduction de la force de travail (et non pas par le seul processus d'appropriation des moyens de production).

REPRODUCTION ET TRANSFORMATION DES CLASSES

À partir de là, plusieurs problèmes se posent : celui de la reproduction de la classe



ouvrière, résultat des tendances historiques convergentes de la division du travail, de la révolution industrielle et des conditions de vie (habitat, consommation, famille, scolarisation, migration). Se dessine aussi celui de la constitution de la bourgeoisie en classe, qui est le résultat de sa propre lutte passée contre la noblesse et l'aristocratie foncière et son unité qui remplace sa dissymétrie originelle au moment où elle devient dominante.

À la différence de l'argumentation du *Capital*, les articles d'actualité écrits par Marx montrent à l'évidence que son outillage conceptuel ne saurait être réduit ni à une opposition simple entre l'infrastructure et la superstructure, ni à une interprétation des événements historiques comme expression mécanique de la lutte de classe, ni même à une marche linéaire vers un changement de mode de production. On mesure, à travers de tels écrits, l'importance qu'ont dans l'activité journalistique de Marx, non seulement la périodisation mais, davantage encore, l'événementialisation : la singularité de l'événement historique impose, pour pouvoir le comprendre, de rompre avec la longue chaîne des concepts théoriques utilisés dans *Le Capital*. La lecture du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* est, notamment, l'occasion de prendre conscience qu'une classe sociale n'est ni une chose passive, ni seulement un effet de l'économie. Elle est aussi, dans la mesure où la classe n'est pas seulement la position collective d'un groupe d'hommes par rapport à la propriété des moyens de production, mais une conscience qui se forme en chaque individu qui compose cette classe, par l'expérience, par la tradition ou par l'éducation. On peut dire que, non seulement Marx introduit dans sa théorie des « classes » le point de vue de la pratique, mais que l'interprétation léniniste de la pratique est déjà en germe dans sa pensée : « *La pratique est au dessus de la connaissance (théorique), car elle a la dignité non seulement de l'universel mais aussi du réel immédiat* ».

L'IDÉOLOGIE ET LES CLASSES

Revenons en un mot sur l'idéologie qu'on ne saurait réduire à la seule expression sur le vaste registre des formes de langage, de la conscience, de la pensée et de la situation d'une classe. Cela serait rétrécir le champ ouvert par Marx et Engels qui étendent

l'idéologie à sa compagne inséparable : la pratique humaine. A vrai dire, il n'y a pas, chez Marx et Engels, de théorie qui définisse les modalités par lesquelles l'idéologie « reflète » ou exprime le réel. On comprend d'ailleurs l'expression qu'emploie Marx dans les *Manuscrits de 1844*, lorsqu'il insiste sur « *l'idiotisme du métier* ». Cela signifie que celui qui est engagé dans une pratique professionnelle va percevoir le monde à partir de la pratique qui est la sienne...

L'idéologie – reflet déformant – ne constitue pas à elle seule la totalité des « *superstructures* », elle s'articule avec les « *institutions* » : elle a donc, de ce fait, par rapport à l'ensemble que forment les « *superstructures* », une certaine « *autonomie* ». Elle pénètre ces dernières tout en en étant issue. Elle tend à s'autonomiser, à s'émanciper, mais dans certaines limites. Elle a comme fondement premier les infrastructures – c'est-à-dire les rapports de production inhérents au mode de production dominant – mais comme fondement le plus proche l'ensemble des structures éthiques, juridiques et politiques : « *l'idéologie exprime la façon dont les rapports de production sont vécus et représentés immédiatement dans la conscience individuelle, dans la quotidienneté* ».

Le plus souvent, il s'agit de représentations courantes déjà répandues dans l'opinion publique, que l'idéologue traite en les élevant à l'abstraction. Ces éléments du réel sont ainsi idéalisés et universalisés. Ils deviennent alors méconnaissables et cela explique l'effet trompeur de l'idéologie. C'est ici qu'intervient la division de la société en classes, et avec elle la division du travail entre activités manuelles et activités intellectuelles. Dans cet entrelacs, ces divisions sont à la racine de la pluralité des idéologies. D'anciennes perdurent alors que de nouvelles se constituent. Il y a toujours une idéologie qui, cherchant à dominer les autres, tend à les absorber, les réduire, les évincer ou les supprimer.

LA CRISE DU MODÈLE DES « CLASSES SOCIALES »

Les « *classes sociales* », envisagées d'un point de vue sociologique, ont été très présentes jusque dans les années 1970. Jusqu'alors la représentation de la société comme ensemble de classes sociales dans le



cadre d'un Etat-nation allait à peu près de soi depuis les années 1930. L'élévation du niveau de vie des ouvriers a ouvert la voie à une théorie de l'absorption des classes sociales, et en particulier de la classe ouvrière, dans une vaste classe moyenne. Appuyé sur des sondages mettant en relief la montée du sentiment de ne pas appartenir à une classe (13 % des ouvriers déclarent appartenir aux classes moyennes en 1966, 30 % en 1994) et relayé par des théoriciens selon lesquels la société ne serait plus faite que d'une collection d'individus (**Rosanvallon**), un véritable travail de dé-représentation des classes sociales a été mené en sociologie. En réalité, les mutations du capitalisme ont progressivement estompé les points de repère autour desquels les identités de classe s'étaient constituées, en même temps qu'elles remettaient en cause la validité des équivalences sur lesquelles reposait la perception des similitudes de conditions. Le patronat n'est pas resté inactif dans ce processus. La substitution du terme d'« opérateurs » à celui d'ouvriers a été préconisée dès 1960, dans un rapport du CNPF sur les OS. Son résultat symbolique a contribué à faire disparaître la référence à la « classe ouvrière » en soulignant la nouveauté des postes ouvriers et en gommant la continuité des conditions de travail. Les classifications dans les Conventions collectives ont décomposé hiérarchiquement le rôle des producteurs de plus-value. L'assouplissement des grilles de qualification ou leur neutralisation ont eu pour effet de multiplier les situations singulières et de vider progressivement de leur sens toutes les catégories utilisées jusqu'alors pour rendre compte de la structure sociale (l'un des derniers exemples en date : les techniciens de surface ont remplacé la catégorie de balayeurs). L'auto-transformation du CNPF en Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) a apporté un point d'orgue à ce processus en faisant disparaître le patronat puisque lui-même ne se reconnaissait plus dans cette appellation. Parler de patronat, c'est prendre position contre la fabrication d'un consensus d'entreprise appuyé sur la soi-disant « démocratie actionnariale ». La catégorie des cadres en tant que telle a été remplacée par certains sociologues par la notion de « salariat de confiance » qu'il est courant de considérer actuellement comme en crise (cf.

Paul **Bouffartigue**). En tant que salariés, ils sont en position de subordination au capital, mais en tant que travailleurs ils disposent de formes spécifiques d'autonomie, de délégation d'autorité, voire de participation par « actions » au capital. C'est cette couche sociale qui était le produit d'un travail historique, politique et symbolique d'unification au travers d'un processus de représentation et d'institutionnalisation, qui est devenue « un ensemble flou ». Si leur précarisation est encore limitée, l'allongement obligatoire de la durée de leur travail est devenue publique, et leurs espoirs de carrière sont affectés par l'obligation où ils sont de coopérer, pour « innover » avec des non-cadres. Les séminaires qui impliquent tous les membres des « services » se multiplient. Les anciennes frontières de classe ont été brouillées et de nouvelles dénominations ont fait leur apparition comme « les classes populaires » qui effacent la classe ouvrière, les « classes moyennes » que les « politiques » se disputent, et les « classes dominantes » « manageant » de façon participative un collectif utopiquement déclaré sans hiérarchie. On consultera avec intérêt à ce sujet les travaux d'**Olivier Schwartz** qui prennent en compte le poids démographique impressionnant de la classe ouvrière en France. Certes, le poids quantitatif des « producteurs » conscients formant une classe n'est pas à lui seul déterminant. Ce qui l'est, c'est la fonction qualitative, toujours centrale, de « producteurs de richesses ». On se souvient que c'est sur la capacité du prolétariat à transformer ce qui dans la matière apparaît le moins malléable (les métaux, la pierre...) qu'a été fondée idéologiquement le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Cette dernière fait quotidiennement l'expérience que ce qui apparaît le plus résistant est susceptible d'être transformé par les hommes, alors pourquoi pas, en tant que classe, la société fondée sur l'exploitation ? **Marx** ajoute, dans *Le Capital*, cette remarque idéologique, à l'analyse détaillée selon laquelle le prolétariat ne possédant rien en dehors de sa force de travail, n'ayant à perdre que ses chaînes, est porteur d'un horizon dans lequel il apparaît qu'en se libérant, il libère toutes les autres couches sociales.



RÉINVENTER LA CRITIQUE SOCIALE

Reste que la critique sociale s'est déplacée dans le sillage de ce brouillage des classes. Ce qu'on appelle son renouveau a été favorisé par la construction de la notion d'« exclusion » qui a permis à ceux qui occupent le bas de l'échelle sociale de trouver une place (pardonnez le jeu de mots : hors classe). Tandis que la misère du prolétariat accusait la bourgeoisie ou les détenteurs des moyens de production en tant que classe, le modèle d'« exclusion » permet aujourd'hui de désigner une négativité sans passer par l'accusation. Les exclus ne sont les victimes de personne, même si leur appartenance à une « commune humanité » ou à une « commune citoyenneté » exige que leur souffrance soit secourue par l'État, selon la tradition politique française. A l'origine, n'étaient menacés d'exclusion de fait que les handicapés, mais en socialisant les handicaps physiques ou mentaux, l'exclusion s'est présentée comme un destin alors que la notion de classe était jusque là parvenue, peu ou prou, à éliminer les facteurs de responsabilité individuelle. Or, l'exclusion ignore l'exploitation. Un théoricien comme **Jean-Baptiste de Foucauld** (Commissaire au Plan dans les années 1990) a consacré son œuvre à montrer qu'il n'existait plus dans notre société que des résidus d'exploitation et que les exclusions qui s'installaient étaient d'une autre nature puisque leur essence ne résultait pas du travail mais de la privation de travail. **Luc Boltanski** et **Eve Chiapello** ont montré avec brio dans *Le nouvel esprit du capitalisme* que cet argument brisait le maillon « *mettant en rapport le bonheur des riches et le malheur des pauvres et maintenait la référence à une balance de justice dans une société conçue comme un équilibre entre groupes socio-professionnels sur un territoire national* » (pages 436-437). Ainsi, l'exclusion ne fait pas que renvoyer à une réalité à prendre au sérieux, elle est aussi une idéologie permettant de masquer la pérennité d'une société fondée sur l'exploitation et l'appropriation privée de la plus-value.

RÉINVENTER LA CRITIQUE POLITIQUE

C'est ce brouillage et le rôle essentiel joué par la notion d'exclusion qui constitue le fond à partir duquel s'est développée ce qu'on appelle la crise de la politique, et que je

décomposerais, pour ma part, en « *crise des perspectives* » et « *crise des partis politiques* ». Si aujourd'hui, l'image de la politique se réduit trop souvent à des batailles pour conquérir le pouvoir et à l'utilisation pour cela d'appareils déconnectés de la vie du plus grand nombre, c'est parce que l'objectif « marxiste » si l'on peut dire, de **rendre le pouvoir à ceux qui paradoxalement ne l'ont jamais exercé ou à ceux qui en ont été récemment dépossédés**, s'est estompé et que l'**autogestion** est devenue, dans le cadre de l'Etat-nation, une **utopie** qui a peu ou prou perdu toute crédibilité populaire. Depuis les années 1970, le néolibéralisme, ou phase de domination du capitalisme financier, a, dans son essor, réussi à s'affranchir de toute subordination évidente aux gouvernements. C'est dans ce cadre inversé que ne cesse de s'accroître le décalage entre la réalité libérale des faits et la langue de velours employée pour l'étouffer. Le fossé continue de se creuser entre le monde du travail, le peuple de gauche et les partis censés exprimer leurs intérêts. Jamais la question du rapport entre le mouvement social et le mouvement politique n'avait pris une telle importance. Le premier inscrit son action dans l'urgence, il s'agit d'aider le monde du travail à résoudre des problèmes immédiats ; le second s'étant attribué une vocation à prendre le pouvoir (au lieu de le rendre) et à gouverner, occupe les instances institutionnelles du pouvoir, met en œuvre des lois et croit travailler dans la durée. Avec le mouvement social, on est dans la logique du conflit de classes. Tandis que la pratique politique institutionnalisée par la Vème République aboutit à ce que le rapport des forces en présence soit gommé pour ne s'exprimer périodiquement et de façon déformée à travers des échéances électorales inique.

Peut-être pouvons-nous placer notre espoir dans l'invention d'une articulation à venir des deux dynamiques, sociale et politique. Mais cela est une autre problématique qui exige que soit levé, par une autre façon de faire de la politique (les partis ne devraient plus être des machines à fabriquer des candidats aux élections), le discrédit qui pèse désormais sur la politique.

Arnaud Spire, Le 8 mai 2004



la somme et le reste

Sommaire du No 2

ACTUALITÉS – PUBLICATIONS

- Jean-Paul Monferran : La révolte et le crime. 2
- Lucien Bonnafé : Diviser pour régner ? 3

COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII – juin 2001)

- José de Souza Martins : Les temporalités de l'histoire dans la dialectique de Lefebvre. 6
- Eulina Pacheto Lutfi : Lefebvre et les fondements théoriques des représentations 13
- Ana Cristina Arantes Nasser : Travail, famille et loisir (relation et représentation dans la vie des exclus sociaux). 18

TEXTES

- Henri Lefebvre : Justice et vérité 22
- Alain Anselin : Nous sommes tous des Haïtiens. 26

COURRIER - DÉBATS

- Sebastien Raoul : Lettre 29

la somme et le reste

Sommaire du No 3

ACTUALITÉS – PUBLICATIONS

- Robert Maggiori : Lefebvre, l'éternel retour 1

COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII – juin 2001)

- Amélia Luisa Damiani, Odette Carvalho de Lima Seabra : Une pensée métaphilosophique sur la révolution urbaine. 3
- Ana Fani Alessandri Carlos : Les défis à la construction de la problématique urbaine. 6
- Jorge Hajime Oseki : L'unique et l'homogène dans la production de l'espace. 12
- Jean-Pierre Lefebvre : Sur « L'unique et l'homogène dans la production de l'espace ». 15
- E. V. Kosminsky, M.M. de Andrade : L'État - et les classes sociales. 20

TEXTES

- Henri Lefebvre : Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire. 21

HENRI LEFEBVRE :

tous les livres disponibles en France

Anthropos : *Méthodologie des sciences* (2002), *Contribution à l'esthétique* (2001), *Rabelais* (2001), *La fin de l'histoire* (2001), *L'existentialisme* (2001), *Du rural à l'urbain* (2001), *Espace et politique* (2000), *La production de l'espace* (2000), *Actualité de Fourier* (1975), *Trois textes pour le théâtre* (1972).

Arche éditeur : *Critique de la vie quotidienne*, Vol. 1, 2 et 3 (1977-1983), *Diderot ou les affirmations...* (1983), *Musset* (1970).

Aubier : *Lukacs 1955* (1986).

Cairn : *Pyrénées* (1999).

Denoël : *Vers le cybernanthrope* (1971).

Fata Morg. : *Le jeu de Kostas Axelos* (1973).

Fayard : *Une pensée devenue monde...* (1980).

Gallimard : *Morceaux choisis de Hegel* (1995), *Le manifeste différentialiste* (1970).

Méridiens : *La somme et le reste* (1989), *Le nationalisme contre les nations* (1988).

Minuit : *Introduction à la modernité* (1977).

Seuil : *L'idéologie structuraliste* (1975).

Stock : *Le temps des méprises* (1975).

Syllepse : *Métaphilosophie* (2001), *La conscience mystifiée* (1999), *Mai 68, l'irruption...* (1998), *Éléments de rythmanalyse* (1992), *Du contrat de citoyenneté* (1991), *Nietzsche*, préface de Michel Trebitsch (2003)



JEAN-PIERRE LEFEBVRE

Où donc es-tu passé, prolétariat ? (suite)

Voilà donc qu'un débat s'ouvre. Les temps critiques de J. Guigou déversent une giboulée de mai sur notre essai sur les classes sociales. La proposition d'étendre la définition marxiste de la marchandise - exclusivement matérielle - du dix-neuvième siècle à son extension " intellectuelle " du XXIème y est récusée. Le caractère improductif de l'idéation telle que définie par Marx dans son analyse de l'exploitation de l'usine du XIXème siècle est réaffirmé (" Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres ", Le Capital, livre I, 4ème section). Il s'agit justement de ce qui a changé de fond en comble depuis le XIXème siècle, l'accroissement considérable de la proportion du travail d'idéation par rapport au travail purement manuel qui conduit à ce que les " puissances intellectuelles " ne puissent plus se ranger d'un bloc du côté de l'exploitant capitaliste car celui-ci, du fait de leur présence en nombre et rôle productif croissants, est obligé de prélever sa plus-value également sur elles, au sein du travailleur collectif.

Le désaccord est fondamental : d'après J. G., " le travail vivant ne serait plus au centre du procès de valorisation et il n'a pas changé de nature ". Thèse qu'il s'efforce de conforter par l'examen des phénomènes contemporains de l'élévation de la composition organique du capital (sans cesse plus de travail mort, moins de travail vivant), de son corollaire, la baisse du taux de profit, du déclin du travail purement manuel, de l'évanescence du prolétariat traditionnel, remplacé par l'automatisation et l'informatisation. Une angoissante question subsiste : quelle est donc cette mystérieuse source nouvelle de capital qui ne proviendrait plus du travail humain accumulé, cristallisé, d'où vient ce phlogistique, cette génération spontanée de divins profits, cette multiplication miraculeuse des pains et des poissons ? Du profit commercial, de la spéculation financière ou monétaire, des maffias, etc. ? Les capitaux flottants jouent certes un rôle accru, cependant, comme Marx l'avait indiqué à partir des données de son temps, le surprofit commercial provisoire, l'inadéquation entre l'expres-

sion monétaire de la marchandise et sa valeur réelle en temps de travail socialement nécessaire, n'ont qu'un temps. Le marché tend à égaliser, à gommer ces écarts, à dégonfler les bulles spéculatives (Nasdaq, chute des bourses, baisse du dollar, les événements récents nous en ont montré quelques exemples). Ces mécanismes, certes autrement complexes dans la situation nouvelle de la mondialisation et du rôle de l'impérialisme dominant imposant sa monnaie comme étalon de référence à la place du bon vieil or (encore qu'il tende à retrouver un certain rôle tout comme l'Euro en ébranlant la situation de monopole du dollar), et de l'extrême rapidité des échanges financiers, etc., n'en tendent pas moins à ramener les bulles à des dimensions plus conformes à celles des richesses réellement accumulées en équivalent-travail humain, à la valeur réelle des forces productives car de quoi celles-ci sont-elles composées en dernière instance, sinon de travail humain, matériel et intellectuel, cristallisé, accumulé ? Comment donc cette valeur se trouve-t-elle transférée dans les comptes en banques des actionnaires capitalistes sinon par le prélèvement récurrent sur le travail du salariat qui n'a jamais atteint un tel niveau d'extension dans la planète, au moyen de cette bonne vieille plus-value, appelez ça comme vous voulez, dirait Maurice Chevalier moi j'm'en fous, l'essentiel étant que la braise, le blé, le flouze, prélevés sur le temps de travail des salariés, s'amoncelle en capital détenu par les capitalistes et leur État et s'érige en urbanisation, autoroutes, aéroports, chaînes de montage, logiciels Microsoft, réseaux Internet, etc.. De ce point de vue, rien de vraiment changé sous le soleil noir du capital quant au fond des choses sinon dans la manière de s'en servir dans des circuits et procédures de plus en plus complexes et volumineux.

S'acharner à dissoudre de façon purement volontariste, pour les besoins de la démonstration d'une prétendue " inessentialisation du travail ", la lumineuse démonstration par Marx de la spoliation capitaliste par le mécanisme d'extorsion de la plus-value, ce n'est pas vraiment aider à la reconstitution d'une conscience de classe cohérente des salariés, mise à mal par la régression du mouvement socialiste mondial et le triomphe idéologique des ultras-libéraux. La base unitaire d'une telle conscience est précisément



l'identification de ce mécanisme plus que jamais partout à l'œuvre, au delà des formidables bouleversements des conditions de la production-consommation : on aurait bien pu s'économiser trente années d'étude si c'est pour parvenir à autant de sophismes et à une négation de l'intelligence profonde du capital qui désarme idéologiquement le salariat. Ce n'est pas en affirmant sans preuves que " la loi de la valeur est inutilisable car la production de richesse n'a plus qu'un rapport extrêmement restreint avec le temps de travail utilisé " ou bien que " ce n'est plus la quantité de travail prélevée qui joue un rôle fondamental, c'est la réalisation d'agencements complexes (formation - innovation - capital fixe- ressources humaines) ? ? ? Formation et innovation sont nécessaires pour injecter toujours davantage d'idéation dans le processus productif, les ressources humaines sont destinées par la classe capitaliste à pressurer le mieux possible le salarié moyen, afin qu'il dégage davantage de plus-value en rechiignant le moins possible. Ca peut se décrire aussi comme cela !

Les capitaux flottants vont s'investir dans les gisements de plus-value maximum, notamment là où la force de travail, aussi qualifiée qu'au Nord, coûte en renouvellement de dix à cent fois moins cher, y compris désormais pour la force de travail purement intellectuelle, (l'Inde pour les services, l'Afrique ou l'Est pour les médecins, etc.). Les taux d'intérêts sont exagérés parce qu'ils anticipent, à tort ou à raison, sur les taux de profits espérés, autrement dit sur les taux de plus-value attendus, comme travail humain exproprié, source ultime de richesse réelle. Il en est ainsi par le mécanisme du salariat où le salarié, qu'il soit technicien ou ouvrier professionnel est bien obligé de vendre sa force de travail, qu'un patron achète et utilise, exploite, la différence entre ce que le salarié gagne et ce qu'il produit venant abonder le capital expropriateur. Ce qui a changé depuis Marx, touche à la démultiplication du pouvoir productif du salarié grâce à la technologisation poussée près de son terme. Dans nos sociétés d'abondance inégalitaire, la valeur de la force de travail élevée du technicien correspond à davantage qu'au strict renouvellement de cette force. Le niveau de production-consommation moyen de la société post-fordiste, détermine le niveau des besoins

à satisfaire par son salaire. Il n'en produit pas moins une plus-value - un travail gratuit - appropriée en toute discrétion par son patron, sans aucun droit de regard de son producteur sur ce qu'elle devient ultérieurement. Ce qui s'appelle l'aliénation. Peut-être cette plus-value est-elle plus faible que celle des OS de jadis si on la rapporte au volume de production global mais elle n'en demeure pas moins la seule source - dans des termes matérialistes s'entend - de la richesse accumulée dans le capital, y compris dans sa part apparemment " spéculative ". Peut-être dans notre société d'abondance inégalitaire y a-t-il des franges de travail intermittent voire de nouveaux échanges directs, mais ce sont des phénomènes à la marge qui ne changent pas l'essentiel. 85 % des actifs sont les salariés de bourgeois, patrons ou actionnaires héréditaires et de droit divin. Les processus d'indemnisation, de formation proviennent des conquêtes sociales du salariat grâce à sa lutte de classe, y compris électorale, elles sont bien entendu remises en cause et détournées par le capitaliste bourgeois toujours bien vivant (Bouygues, Pinault, Bébéar, Lagardère, Sellières, Bettencourt, etc.), qui les utilise comme appoint à " l'armée de réserve " (industrielle ou économique, comme on veut), pour accroître sa part de plus-value. Ils sont hostiles aux trente cinq heures, résultat heureux de la lutte des classes en France, parce qu'elles vont sagement à l'encontre de la croissance capitaliste frénétiquement aveugle.

La lecture de " Temps critiques " renseigne sur l'origine de positions d'une modernité inoxydable. En premier lieu justement sur le matérialisme dont on apprend qu'il est désormais de la plus extrême ringardise de ne pas le confondre avec son opposé l'idéalisme. On conçoit qu'avec une position tellement rationnelle, l'origine phlogistique du nouveau capital ne puisse gêner les auteurs. Ainsi du postulat qui semble fonder l'édifice théorique : l'aliénation n'est plus spécifiquement capitaliste mais originelle, elle apparaît dès la fabrication de la première pierre taillée par l'homme de Cromagnon ou Lucy sa grand-mère, qui extériorisent ainsi leur être profond par un " jeté-ailleurs ", l'obscurité heideggerienne n'est pas loin. Que nos primitifs puissent se réapproprier immédiatement leurs outils, en faire leur bien le plus précieux au service d'une



hominisation enfin initialisée, leur prolongement et complément, à la différence radicale de l'aliénation capitaliste, qui est au contraire une pure spoliation empêchant toute appropriation du produit de l'activité humaine, n'effleure pas nos critiques ! Le vain nominalisme déferle : l'activité différerait du travail, sans qu'on sache bien en quoi. Le productif s'oppose à l'improductif, est-ce une façon de dire que le travail manuel s'oppose au travail intellectuel, pourquoi ne pas le dire, à moins que le travail improductif concerne les activités parasitaires mais pourquoi ne pas le préciser et en quoi elles le sont ? Idem, l'exploitation capitaliste aurait fait place à la seule domination mais l'une n'englobe-t-elle pas l'autre ? Et n'est-on pas revenu au point précédent, d'où provient le capital, s'il n'y a plus d'exploitation ? Ces temps-ci, beaucoup de choses disparaissent, il n'y a plus de valeur, plus de plus-value ! plus d'ouvriers. Bientôt plus de jeunesse ! Où va le monde ? Idem, " il n'y a plus de classe dominante ". Medef, connais pas. " Le salariat est déconnecté du travail. Le travail devient de plus en plus inessentiel dans la production de richesses ", avec 25 millions de salariés en France et les tentatives furieuses du Medef de virer les trente-cinq heures ! " Le service est d'origine féodale et s'oppose aux valeurs démocratiques dominantes " (?). Idem pour les valeurs humanitaires de l'éthique confondues avec les valeurs quantifiées de la force de travail ou de la marchandise. " La force de travail n'est plus vendue elle est seulement aliénée au service des propriétaires des moyens de production " (? ?) " La force de travail n'est qu'une capacité (non une marchandise) entièrement historique et sociale. Elle n'a pas en soi de valeur et ne trouve une valeur d'usage et d'échange qu'avec le capitalisme (tiens donc !), sous la forme du salariat ". La chose et son contraire tout ensemble ! Obscure clarté ! Édifier une théorie nouvelle sur des prémisses erronées ne peut mener qu'à des absurdités, même si elles tentent de s'appuyer sur le constat partiel des caractères contemporains de l'économie ou des luttes, quelque peu sollicités, qui peuvent tout aussi bien être interprétés à partir des fondamentaux marxistes dûment revisités à l'aune du développement des forces productives, des combats réformistes, de l'existence soixante dix ans durant d'un " camp socialiste ", certes

stalinien et vaincu in fine mais ayant exercé tout ce temps une pression sociale sur le camp capitaliste, qui ont doté les salariés des pays développés d'avantages qui ont naturellement pénétré les contenus des valeurs de la force de travail, taux d'exploitation et fabrication de plus-value, sans pourtant annihiler la réalité de ces données premières. Toutes avancées que la classe dominante, armée des doctrines de Hayek, essaie de récupérer, après s'être appuyée sur les doctrines réformistes de Keynes redistribuant par l'État une part des richesses à la consommation populaire.

La période contemporaine est celle de la défaite de la première tentative avortée d'émancipation, de la toute-puissance idéologique et pratique de l'hyperlibéralisme américain, de l'irruption irrésistible du remplacement du travail humain par la machine et l'automation, qui se conjugue avec celle d'une immense armée de réserve (salariée) du tiers monde, différente sur le plan quantitatif et non pas sur le plan qualitatif de celle analysée par Marx car il s'agit toujours bien d'une paysannerie sous-productive et pauvre tombant (ou s'élevant) dans les rangs du prolétariat-salariat et abaissant mondialement le niveau de la valeur de la force de travail moyenne de référence. Et qui n'a pas fini de peser formidablement par ses milliards d'êtres humains.

Ces deux phénomènes planétaires, automation et mondialisation, sont antithétiques et conduisent aux conflits que nous connaissons : chômage en extension, délocalisations, nouvelle misère des pays riches, etc. Ils soulignent aussi le caractère malthusien du vieux régime capitaliste en (long) sursit dont une des tendances est de s'opposer à l'automation pour bénéficier de la main d'œuvre bon marché du Sud. La solution est dans la RTT pour tous, non dans une " fin " déraisonnable du travail. Jamais il n'y a eu tant de salariés. Jamais les salariés n'ont exigé avec une telle force de bénéficier des richesses qu'ils produisent, même si les voies sont, pour des raisons historiques, moins collectives. Jamais la machine économique n'a été d'une telle complexité au point que son effondrement brutal ruinerait le confort atteint. Le niveau de vie élevé du Nord sur lequel sont rivés les regards télévisués de cinq milliards d'êtres humains du Sud suppose la



culture et la rigueur d'une gestion extraordinairement complexe, quelle que soit la nature du régime économique-politique. Les salariés du secteur privé en sont conscients. Le reste n'est que littérature oiseuse. L'accélération du temps de travail et de vie, le flux tendu, le zéro défaut sont aussi l'antichambre de l'automatisation poussée jusqu'au bout pour que la force de travail des salariés soit de moins en moins utilisée gratuitement par le capitaliste, jusqu'au moment où elle pourrait se libérer totalement de son expropriation et de sa pénibilité.

Le système capitaliste est obsolète, cependant il dure. Dans sa fabrication exponentielle de valeur, il produit artificiellement aussi le cadre parasitaire de sa reproduction dans l'espace et le temps, l'antiville des tours et barres dénoncée par Henri Lefebvre et le temps gaspillé dans le maintien des longs et vieux horaires de travail cadencés et l'hostilité malade à la RTT, l'hystérie de la vitesse partout imposée. Il excelle dans sa société du spectacle à la fabrication manipulée par sa publicité de besoins artificiels et réducteurs.

Si on s'en tient à la tâche historique de l'industrialisation du Sud, le capitalisme de marché, dans sa dynamique sauvage et irrésistible, aurait encore bien du bon temps devant lui, aussi longtemps que les " critiques du temps " s'en tiendraient à leurs chimères. Le problème incontournable est désormais que la planète n'a plus les moyens d'offrir cette croissance capitaliste à l'ensemble de ses populations. Pollution, matière première, réchauffement de la planète, eau, énergie, la perspective du niveau de vie des obèses américains étendu aux six milliards d'humains est rigoureusement impossible et la fuite en avant capitaliste ne peut être à terme que cataclysmique.

Il faut donc que les forces rationnelles ? révolutionnaires ? sincèrement réformistes ? s'unissent et proposent une autre démocratie et une autre économie fondées toutes deux sur l'autogestion, la transparence et la culture, sensible et technologique, ouverte au plus grand nombre : elles devraient pour cela maîtriser la conduite de l'économie complexe, développée et, dans ce but, ne pas abandonner le noyau de vérité des fondamentaux de Marx pas plus que la rigueur de gestion capitaliste pour des coquecigrues, métaphysiques ou non. La fin souhaitable des

fabrications militaires est une question politique concrète : elle ne peut passer que par une ONU, représentative des peuples, débarrassée du poids des potentats de la plus-value mondiale, et s'engageant dans le désarmement général et contrôlé, vaste et rude combat en perspective ! Qui devrait néanmoins se conclure, comme ici, par des élections démocratiques de gouvernements, il ne faut donc pas mépriser définitivement les électeurs car c'est pour eux, aussi indisciplinés ou décevants soient-ils, que nous écrivons et agissons ! La lutte de classe au XXème siècle a souvent connu des moments d'apathie totale. La classe ne vaut pas seulement par sa détermination économique, elle n'existe qu'au travers de sa prise de conscience politique. Celle-ci a eu lieu au travers des dogmes néo-mystique du stalinisme pour s'achever dans une catastrophe humaine et économique. Le salariat exploité, aliéné, dominé, ne reprendra sa lutte de classe d'un niveau historique que dans la mesure où il deviendrait, selon le mot de Guy Debord " classe de la conscience ", en façonnant par exemple une gauche radicalement réformatrice, autogestionnaire et cultivée qui gagnerait les élections et procéderait aux réformes progressives de l'économie et de l'appareil d'État (vers son dépérissement). Immense chantier !

Mais, apprend-on, " il faut donc se délivrer non seulement du marché et de la valeur d'échange mais aussi de l'économie et de la valeur elle-même ! " Fichtre ! On peut aussi aller s'occuper des brebis en Auvergne ou sucer les os à Cro-Magnon !

J.-P. Lefebvre - Mai 2004

À lire : Quel altermonde ? L'Harmattan

Sylvia Ostrowetsky vient de disparaître. Elle avait participé aux derniers colloques consacrés à la pensée d'Henri Lefebvre.

Le prochain numéro de *LA SOMME ET LE RESTE* sera donc consacré à la publication de la contribution qu'elle avait réalisée au premier de ces colloques : *L'identité des droits*.

